

L'ACTION NATIONALE

Volume LIX, Numéro 8

Avril 1970

75 cents

**LES NATIONALISMES
L'ÉCOLE CONFESSIONNELLE
UNE BOUTEILLE À LA MER!
LA PARTICIPATION
LE CONSEIL D'EXPANSION
ÉCONOMIQUE**

JORGE VOLIO (1882-1955)

Julia Richer

Henri Métivier

Marcelle Létourneau

POUR VOS ACHATS CONSULTEZ NOTRE RÉPERTOIRE D'ANNONCEURS CLASSIFIÉS

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL : Les nationalismes	705
Mgr Gérard-Marie CODERRE ; L'école confessionnelle	718
XXX : Une bouteille à la mer !	725
Claude COLLIN : Signification humaine de la participation	734
Germaine BERNIER :	
Des écoles à la religion qui s'en va	741
Rosaire MORIN : Les objectifs du Conseil d'expansion économique	745
Jean GENEST : Jorge Volio (1882-1955)	749
Julia RICHER : En ce temps-là la Bible	783
L'édition québécoise en quelques lignes ...	786
Henri MÉTIVIER : Le combat, d'Albert Camus	791
Marcelle LÉTOURNEAU : Montherlant, moraliste	792
Julia RICHER : Histoire de la littérature du Québec par De Grandpré	805

Dépôt légal — Premier semestre 1970
Bibliothèque nationale du Québec

TEXTES ET DISCUSSIONS (Sujets nationaux)

Père Gustave Lamarche
de l'Académie Canadienne française

Non pas un ouvrage de protestation, de revendication
et de contestation, mais de pensée profonde, dans un
style vivant et vigoureux.

Un ouvrage d'un genre rare chez nous; qui va aux
profondeurs de notre problème national et que tout
nationaliste doit avoir lu et doit méditer.

Un volume de 330 pages
\$5.00

Les chrétiens soucieux de fidélité en ces temps nouveaux, ont besoin d'être au courant de la vie de l'Eglise et de la vie du monde dans la perspective de l'Eglise.

A cette fin, nous recommandons instamment à nos lecteurs l'abonnement à deux journaux de France dont l'équivalent n'existe pas chez nous et qui tous deux se complètent et se complètent.

LA FRANCE CATHOLIQUE

(hebdomadaire d'information et de culture chrétienne)

- Des articles éditoriaux chaque semaine sur l'actualité religieuse et des chroniques sur le cinéma, la littérature, la politique internationale, les problèmes économiques, les grands congrès intellectuels et religieux, l'actualité scientifique.
- De fréquentes contributions signées par des collaborateurs extérieurs prestigieux tels Etienne Gilson, Jean Guitton, Henri Guitton, André Piettre, le cardinal Journet, le cardinal Daniélou, le cardinal Garrone, le Père de Lubac, Jean Daujat, etc.

Prix de l'abonnement: 60 francs

Adresse administrative: 12, rue Edmond-Valentin, Paris 7e, France

L'HOMME NOUVEAU

(bi-mensuel dont le rédacteur en chef est M. Marcel Clément)

- Avec aussi des chroniques littéraires et artistiques, fait la part plus large à l'analyse et à la discussion des grands courants de pensée pastorale ou théologique qui traversent actuellement l'Eglise.
- Les éditoriaux bi-mensuels du directeur, M. l'abbé André Richard, et du rédacteur en chef portent généralement sur des points de doctrine théologiques ou moraux d'actualité.
- Une importante chronique du "Pour et du Contre" fait la place large aux échanges de vue avec les lecteurs.
- "La Revue de Presse" renseigne sur tout ce qui s'écrit d'important un peu partout dans le monde sur l'actualité religieuse.
- "En direct de Rome" nous renseigne sur les déclarations officielles du Pape.
- Et en temps de Concile ou de Synode, un correspondant du journal, le plus souvent son rédacteur en chef même, offre un rapport élaboré et objectif de ce qui s'y passe.

Prix de l'abonnement: \$6

Adresse administrative :

Mlle Anita Charon, 2215 est, boul. Saint-Joseph, Montréal.

DEUX GRANDS SPÉCIAUX

François-Albert Angers

POUR ORIENTER NOS LIBERTÉS

Volume de 280 pages. Il assemble les meilleurs articles de M. Angers, écrits entre 1939 et 1969. Pour la première fois le public a à sa disposition les grandes lignes de la pensée de M. Angers. Livre essentiel pour connaître les orientations et les appuis rationnels de ce maître du nationalisme québécois. (\$5.)

LES ASSISES NATIONALES DES ÉTATS GÉNÉRAUX

Volume de 650 pages contenant les discours, les travaux des groupes d'étude, les résultats des ateliers de travail, les débats de l'Assemblée, les votes, les résolutions finales, les discussions dans les journaux et tout le recensement des présences aux célèbres Assises nationales tenues à l'hôtel Reine Elizabeth, du 5 au 9 mars 1969.

Volume indispensable à tous ceux qu'intéresse la marche du Canada français et à tous les cercles d'études sur la pensée socio-économique et politique du Québec. (\$5.)

On se procure ces volumes en écrivant au Secrétariat de L'Action nationale, 235 est, boulevard Dorchester, suite 504, Montréal. Ou en téléphonant à ce même secrétariat entre 14 et 18 heures : 866-8034.

L'ACTION NATIONALE

Volume LIX, Numéro 8

Avril 1970

75 cents

Éditorial

LES NATIONALISMES

En février 1970, M. Jean Marchand donnait une conférence à l'École Polytechnique de l'Université de Montréal. Il y déclarait aux étudiants stupéfaits : « Je suis antinationaliste ! » Pour savoir ce que peut bien signifier cette phrase négative, il faut aller à son contraire et l'on obtiendrait : « Je suis internationaliste ! »

Est-ce bien ce que M. Marchand a voulu dire ? Nous savons tous qu'il est ministre à Ottawa de quelque chose dans le cabinet de nous savons trop qui. Il ne peut se déclarer d'abord et avant tout internationaliste quand il doit promouvoir les intérêts d'un pays. Quel ministre, dans l'univers entier, oserait se dire internationaliste avant tout ? Même les ministres de l'URSS qui chantent l'Internationale, sont avant tout des patriotes chargés de promouvoir les intérêts de la grande patrie russe. M. Marchand doit donc être pensé comme patriote de quelque chose et de quelque partie du monde avant d'être déclaré internationaliste. Il doit être pensé comme faisant partie de quelque nation avant d'être pensé comme un apatride. Pourtant il a bien dit comme un témoignage qu'il voulait retentissant auprès de notre jeunesse universitaire : « Je suis antinationaliste ! »

Si nous comprenons bien les méandres d'un esprit venu d'Ottawa, nous n'aurions pas affaire à un ministre internationaliste, sans patrie et sans nation, mais nous aurions affaire à une expression valable comme expression locale. M. Marchand voudrait dire qu'il est un anti-nationaliste canadien-français mais qu'il est avant tout un nationaliste canadien. Quand il s'affirme comme anti-canadien-français, c'est-à-dire mettant comme objet de deuxième importance son appartenance à sa patrie du Québec et son appartenance à sa nation canadienne-française, il a bien le droit de l'affirmer mais qu'il ne s'étonne plus si la réaction à une telle déclaration c'est celle d'un public qui le considère comme un « vendu » (car la notion de traître n'a pas cours vraiment en un pays où les notions sont si floues et les définitions si complexes) ou comme un étranger. C'est lui qui pratique le séparatisme le plus absolu car il ne se sépare pas de sa nation propre seulement quant à une allégeance politique mais il se sépare aussi par tout ce qui fait sa personnalité et sa culture. Il affirme qu'on ne peut être à la fois patriote canadien-français et patriote canadien. Il rejette tout ce qui le rattache à ses racines canadiennes-françaises, comme canadiennes-françaises, pour ne se rattacher qu'à ce qui le fait canadien. Ces reniements sont à étudier de près. Les immigrants, qui ne comprennent pas grand-chose au fédéralisme, parlent comme M. Marchand. Ou M. Marchand parle comme un importé de fraîche date.

Mais qu'est-ce qu'un nationalisme canadien ? En pratique il se définit par ses oppositions. Il est ce nationalisme qui se détache de l'empire anglais et qui demande au Canada de marcher par ses propres pouvoirs. Les insignes et les portraits de la Reine disparaissent peu à peu (car M. Diefenbaker veille au maintien des servitudes impériales) et M. Marchand revendique d'être canadien d'abord. En pratique aussi, le nationalisme canadien se définit par son milieu, ses influences et sa conception. Il n'est pas un milieu de culture mais un milieu politique : n'est-ce pas là tout ce qu'est Ottawa ?

Ce nationalisme d'Ottawa devient le centre où pèse toute l'influence du Canada anglais (à 80%) et celle du Canada français (à 20%). Le phénomène de la majorité anglo-saxonne produit une annexion ethnique et spirituelle à laquelle presque personne ne peut échapper à Ottawa : le nationalisme canadien est un nationalisme anglo-saxon. Aussi quand M. Marchand affirme qu'il renie le nationalisme canadien-français il affirme implicitement du même coup qu'il abonde dans le sens du nationalisme canadien à prédominance anglo-saxonne. Il nous devient deux fois étranger : il est celui qui crie aux jeunes qu'il n'est plus avec eux ni de leur nation et il est celui qui leur laisse conclure avec force qu'il est devenu un nationaliste imprégné et dirigé aux fins anglo-saxonnes. Ou bien M. Marchand ne sait pas ce qu'il dit. Mais M. Marchand sait bien ce qu'il dit : il ne veut pas du nationalisme québécois et il donne sa vie au nationalisme canadien. Nous comprenons donc que les Anglo-Saxons ont trouvé un Canadien-Français parfaitement adapté à leur service et qui, service appréciable, saura remettre des miettes aux Canadiens-Français. M. Marchand n'est pas original : il est dans la lignée des serviteurs bien stylés qui, depuis cent ans de Confédération, ont monté dans l'échelle sociale pour ensuite, nous répudier comme nation dont le nationalisme canadien-français n'est que le porte-parole normal. L'antinationaliste québécois est le meilleur serviteur du nationalisme anglo-saxon. M. Marchand a choisi son nationalisme. Mais nous aussi nous avons choisi le nôtre. Le sien écoeure nos jeunes.

La même chose se passe au journal LA PRESSE. Hier, parmi les éditorialistes, nous trouvions Mlle Renaude Lapointe. Sa plume avait du mordant et ses positions fédéralisantes étaient si connues qu'elle ne pouvait convaincre personne d'autre que les fédéralisants. Nous nous prenons à regretter son départ. Pourquoi ? C'est qu'avec elle nous savions où nous allions. Et elle était intelligente. La Power Corporation qui dirige les destinées de LA PRESSE a résolu de lutter contre tout nationalisme

québécois, même contre tout autonomisme, en plantant comme nouvel éditorialiste un Jean Pellerin. C'est un autre nationaliste canadien. Mais il l'est au point d'être un militant contre tout ce qui est vraiment canadien-français. Ancien collaborateur de CITÉ LIBRE, libéral fédéralisant comme on peut le croire, il a écrit un petit volume où il a voulu définir son nationalisme canadien. Écoutons-le nous définir son nationalisme en 1966 : « N'est-il pas vrai qu'isolés, les groupes ethniques au Canada ne pourraient rien faire d'autre que d'essayer de maintenir ou de recréer tant bien que mal leur identité d'origine ? Et si par miracle ils y parvenaient, quels avantages pourraient-ils tirer d'une poussière de cultures déracinées et folkloriques face à la puissance assimilatrice des États-Unis ? N'y aurait-il pas lieu de songer à quelque chose de plus original et de plus sûr, comme par exemple : créer une identité et une culture canadienne ? ... Une chose semble évidente : même s'ils se croient très forts, les deux groupes fondateurs ne referont pas, chacun de leur côté, la culture anglaise et la culture française en Amérique du Nord. Mais ensemble, ils peuvent créer une culture canadienne » (Lettre aux nationalistes québécois, 1966, Ed. du Jour, p. 141).

En avez-vous assez lu sur cette thèse du melting-pot canadien ? Quelle théorie plus néfaste que celle qui propose à un peuple la perte de son identité au profit d'une fusion qui ne peut être qu'une assimilation au groupe anglo-canadien ? C'est toujours la même théorie, mais en termes plus intelligents, qui gouvernait les « penseurs » de Cité Libre lorsqu'ils nous proposaient, dans leurs moments constructeurs, l'intégration lucide. C'est encore celle-là qui fait le fond des offensives de Pierre Elliott-Trudeau, Gérard Pelletier, Jean Marchand et Jean-Louis Gagnon. Aujourd'hui ils ont le pouvoir « prépondérant ». Aujourd'hui ils ont l'argent. Aujourd'hui ils plantent un des avocats les plus réactionnaires de l'assimilation lucide, M. Jean Pellerin. Aujourd'hui encore plus qu'hier, le mépris général est la seule ré-

ponse à ces assauts contre notre dignité collective de nation.

A l'intérieur du Québec

Nous pouvons croire que le nationalisme canadien n'est qu'un nationalisme de périphérie apte à saisir les sans-idées ou ceux qui veulent bien se laisser corrompre en abandonnant Québec, axe centripète normal de leur nation.

Mais les nationalistes québécois, hier si unanimes dans leurs buts et leurs luttes, ont révélé durant la révolution tranquille une division qui va en s'approfondissant. Le point de départ de cette division est la conception que chaque groupe se fait de la nation et de l'État.

Les uns insistent davantage sur la nation. Ils y voient « la projection particulière, sur un sol déterminé, de la civilisation et de la culture » dont ils sont les héritiers. Ce nationalisme relève plutôt de l'ordre de la civilisation et de la culture. Ils s'attachent aux valeurs qui permettent à une communauté d'être créatrice et féconde. Nous l'appellerions le nationalisme communautaire.

Les autres insistent plutôt sur l'État. L'idée de l'État national, sécrété par la nation, est dans l'air ambiant. Non seulement l'État serait appelé à faire l'indépendance mais il serait appelé à prendre en charge la nation, à modifier la nation, à sécréter une nouvelle nation, même au point de la rendre infidèle aux valeurs qu'elle a toujours respectées et chéries. Les besoins d'un État fort seraient tels qu'ils amèneraient l'État à laisser de côté tout ce qui se présenterait comme continuité et fidélité au passé, considéré alors seulement comme folklorique, au profit d'une nouvelle nation à imaginer suivant des théories. Des assauts non voilés nous laissent prévoir que cette nation de l'avenir, façonnée par le nouvel État des Canadiens-Français, donnerait une nation française

mais non catholique. Il y aurait comme un renversement des valeurs. La première serait celle de l'indépendance. Les autres n'auraient aucune importance. Ainsi peut-on lire dans le volume d'André d'Allemagne, le penseur de l'indépendantisme, « Le colonialisme au Québec » (1966, Ed. R.-B., p. 176) : « Indépendantisme et socialisme (un socialisme québécois qui doit inventer ses propres modalités) correspondent d'ailleurs à des sentiments profonds de la population qui ont pris des formes nouvelles : le nationalisme et le collectivisme ... pour s'orienter vers la planification économique et l'utilisation croissante de l'État national ».

Ce paragraphe, que nous venons de citer, est éloquent par son insistance sur l'État et aussi par les silences du volume tout entier qui taisent les valeurs à promouvoir auprès des personnes, des familles et des groupes culturels qui forment notre nation. A certains indices il semble que l'État devrait s'imposer aux croyances, aux familles et aux sociétés dans la nation.

Le Parti Québécois, envers lequel nous sommes profondément sympathique pour une foule de raisons, ne manque pas de faire surgir certaines hésitations et certaines interrogations. Il offre un courant profondément québécois, vraiment enraciné dans notre histoire mais il offre aussi un courant radical, sinon totalitaire. La présence de certains hommes n'est pas pour nous rassurer. Qu'on ne s'y trompe pas. C'est René Lévesque que la population veut entendre à cause de ses dons qui en font chez nous une des plus grandes personnalités politiques de l'heure. Mais tous les autres restent suspects à bien d'autres groupes. L'anticléricalisme de Camille Laurin, alimenté par un historicisme simpliste, ne dit rien qui vaille. Le socialisme flou de Pierre Bourgault, à la fois imbu de pensée vraiment sociale et de dirigisme étatique, ne rassure personne. Que le docteur Serge Mongeau puisse se présenter pour être candidat du Parti québécois dans le comté de Taillon, alors qu'il est connu pour sa profonde politique antifamiliale, même antinataliste et antichrétienne, laisse croire au peuple

de la province que le parti fait bon marché de la famille et de ses droits imprescriptibles. Ce résumé de la situation, nous le savons, n'est pas totalement vrai mais il n'est pas totalement faux : il s'appuie sur des tendances, présentes en de nombreux discours, conformes à de nombreux actes et articles de plusieurs de leurs membres importants.

Le Parti québécois veut nous donner un État national. Nous ne savons pas encore si ses chefs auront le courage de respecter la nation. Par exemple son programme dans le domaine de l'éducation n'est qu'un acheminement vers l'étatisme le plus cru. La réaction de toute la population au projet de loi 62 voulant nous donner des commissions scolaires neutres, et qu'il devait voter avec les libéraux et les membres de l'Union nationale, s'il se conformait à son programme, devrait le renseigner. Son dirigisme n'affirme pas assez le respect et le service de la nation comme telle, soit comme démocratie de participation, soit comme groupe de croyants. De même nous voyons difficilement un Serge Mongeau respecter les valeurs fondamentales de la famille car, à suivre ses idées, l'État serait présent dans toutes les chambres de la nation. Ses attitudes anti-natalistes seraient désastreuses pour le Québec et la nation. Il ne relèverait pas la nation, il l'organiserait.

A ce même nationalisme étatique se rattache l'opposition du parti libéral lorsqu'il acquiesce à tous les éléments essentiels du projet de loi 62 qui impose à la nation des commissions scolaires neutres, détournant l'attention du peuple, grâce à d'immenses efforts, vers des amendements secondaires. A ce nationalisme étatique se rattache aussi M. Jean-Guy Cardinal, ministre actuel de l'Éducation lorsqu'il prépare un projet de loi 62, sorte de blueprint, entièrement conçu en laboratoire, et imposé de force à une nation qui y voit la camisole de force où étoufferont à la longue toutes ses écoles confessionnelles auxquelles elle tient. M. Cardinal dépouille la nation et l'immense majorité des communautés de croyants de tout pouvoir et de tout représentant man-

daté comme croyant, en vue de promouvoir leurs chances d'une culture imprégnée et illuminée par le christianisme. L'État ici dévore la nation et détourne la pédagogie de ses fins propres. La pédagogie devient alors un instrument de l'État (l'État est-il éducateur ?) plutôt qu'un instrument de la communauté ou des communautés au sein de la nation. L'État doit respecter ces volontés et ces valeurs. Depuis le Rapport Parent nous sommes dominés par des courants qui donnent à l'État la prépondérance sur la nation. L'État, avec le plus grand aveuglement du monde, impose ses idées et son système à une nation : il y étouffe des valeurs qui, loin d'être du folklore, demandent à être conservées à cause de leur dynamisme et de leur universalisme. La nation se verrait-elle trahie par ses moyens de communications sociales (journaux, radio, télévision) ? Et par ses représentants gouvernementaux (technocrates, députés et ministres) ?

Il ne faut pas fausser la notion de l'État. Il est là pour servir la nation, pour mettre en valeur tout ce qui peut servir le bien commun, tout ce qui peut lui permettre de s'épanouir dans son être propre. Le rosier pousse toujours dans le sens de la rose. Ainsi d'une nation qui pousse l'identité d'une collectivité aux surprenantes expressions de ses biens nationaux, où il y a vigueur et beauté, au lieu d'être entraînée à l'aliénation. Le nationalisme étatique, en autant qu'il obéit à ses faiseurs de plans et à des idéologues dépourvus du sens de la continuité, ne peut nous entraîner qu'à l'aliénation collective. A quoi servirait l'indépendance, si par le truchement de l'État, elle nous entraînait à nous trahir nous-mêmes ? Il faut qu'une nation ait un État national, que cet État national nous délivre de toute trace de colonialisme, soit vis-à-vis du gouvernement fédéral, soit vis-à-vis de la soumission à l'emprise anglo-saxonne qui, par 10% de ses membres au Québec, arrive à accaparer 90% de notre économie québécoise. Mais que cet État n'aille pas toucher aux valeurs humaines et chrétiennes qui sont enracinées dans notre histoire et qui disent notre être, encore bien plus que le capitalisme et le neutralisme.

A ceux qui s'opposent aux valeurs spirituelles, ou qui simplement n'en tiennent pas compte, pour le destin de la nation, pour la formation des hommes et la prospérité des familles, il ne reste qu'une seule chose à promouvoir, la force de l'État québécois ou de l'État canadien. Les promoteurs de l'État canadien appellent directement ou indirectement au déracinement spirituel. Les promoteurs excessifs de l'État québécois nous engagent dans les modes mouvantes et les renouvelaux instables qui appellent toujours des correctifs.

Seuls ceux qui savent promouvoir un État au service de la communauté nationale, en appellent à la fidélité. Celle-ci ouvre de son étrave puissante des chemins qui continuent dans la même direction. Nous ne sommes plus invités aux importations rapides, aux ersatz, comme le Rapport Parent qui demande à l'État de s'imposer pour importer de l'étranger des structures et des pédagogies qui nous mettront au niveau du vingtième siècle, paraît-il. Le seul point, c'est que les immenses polyvalentes, invoquées comme le pivot de la réforme, sont d'abord valables comme concasseurs des valeurs spirituelles en faveur du melting-pot américain.

Aux rongeurs de racines s'opposent les grands intendants de la nation, les vrais créateurs, les vrais continuateurs. Si la nation ne s'est pas encore totalement aliénée à elle-même, elle doit les écouter. C'est en ce sens que le message de l'archevêque de Montréal, Mgr Grégoire, à propos du projet de loi 62, est si important. Comme le dit le P. Delos, en son livre désormais classique (La Nation, II, p. 194) : « La fonction réelle de l'État est d'établir un ordre juridique qui protège tous les droits. De même que la paternité, le travail, la foi religieuse font apparaître des droits que protège l'État, de même l'existence des valeurs ethniques est-elle le fait-condition qui trace à l'État sa ligne de conduite. Elle consiste à assurer le respect des droits de l'homme et garantir les libertés nationales. »

Voilà le genre de nationalisme communautaire qu'il nous faut, où l'État n'établit pas un ordre juridique qui efface les libertés mais qui les respecte et les garantit. Il ne doit pas se servir des mots pour masquer ses emprises réelles. Et que M. Cardinal ne parle plus de démocratie quand le réalisme de ses desseins vise à une mainmise de l'État sur tout le système scolaire (Le Devoir, 2 mars 1970). Il devient alors une menace pour la nation.

Jean Genest

NOUVELLE TOILETTE DE LA REVUE

Nos amis seront peut-être surpris en recevant leur revue de voir la minceur du numéro. Aurions-nous des difficultés financières ? Aurions-nous décidé de diminuer le nombre d'articles ? Le mystère est pourtant simple à éclaircir. Vous savez tous qu'il existe quelque part dans l'empyrée des dieux spécialisés dans l'art d'embêter les citoyens, un tel homme qui s'appelle M. Kierans. On lui a confié le ministère des Postes. Dans le but d'aider à l'inflation générale, les frais de poste ont augmenté au point que les revues autour de nous tombent comme des mouches. Nous avons décidé qu'il fallait absolument réduire le poids de chaque numéro. Nous y sommes arrivés en choisissant un autre papier qui nous permettra de profiter du tarif postal propre aux 3½ onces plutôt qu'aux 4¼ onces. Le prix d'envoi du numéro par le courrier revient alors à huit sous plutôt qu'à onze sous. L'économie nous permettra de rejoindre les deux bouts plus facilement. Que nos amis nous aident en nous trouvant de nouveaux lecteurs. Et les prises d'étranglement de M. Kierans contre les petites revues ou les journaux indépendants ne prévaudront pas !

ILS NE NOUS ONT PAS LÂCHÉS !

Que de fois nous avons entendu de bonnes gens de notre province nous demander ce que faisaient les Évêques ? Pourquoi ne parlaient-ils pas si le projet de loi 62 était si important pour l'avenir de nos écoles confessionnelles ? Ils secouaient la tête. Un sentiment d'abandon envahissait la province entière.

Mais non ! À la onzième heure ils étaient là ! Unanimes, ils ont appuyé l'archevêque de Montréal, Mgr Grégoire. Courageusement ils ont décidé de faire face aux journalistes, aux technocrates et aux ministres et ils ont dit : « Ce projet de loi 62 est dangereux car il menace l'avenir entier de nos écoles confessionnelles. Il faut assurer des commissions scolaires confessionnelles à ceux qui en veulent comme des commissions scolaires non confessionnelles à ceux qui préfèrent un enseignement neutre. » Égalité de chances aux croyants et aux incroyants !

La situation devenait invraisemblable : l'immense majorité des Canadiens-Français, à 80% dans Montréal et à 90 ou 95% dans le reste de la province, désirait garder des commissions scolaires confessionnelles (malgré les lâchetés des commissaires eux-mêmes qui par leur Fédération consentaient à n'importe quoi !). Or par le projet de loi 62 l'État, par l'intermédiaire du ministre de l'Éducation, avait décidé que les catholiques n'auraient pas plus de chances dans les structures que les neutres et même davantage, que toutes les structures seraient neutres. Les croyants étaient ainsi plongés dans une situation civique d'infériorité. La population était bafouée. L'État passait le bulldozer de ses lois uniformisatrices sans nul respect des valeurs spirituelles (ou seulement pour la forme).

Les Évêques sont venus à la rescousse du petit peuple, de tous les pauvres qui, spirituellement, demandent du pain et demandent des institutions qui leur assurent ce pain de la vérité religieuse pour eux et leurs enfants. Les grands intellectuels de nos universités et d'Outremont se sont-ils protestés ? Ont-ils mis leur foi dans le libre-examen ? Il est certain qu'embarrassés de toutes sortes de fausses idées comme un œcuménisme mal placé, comme un pluralisme à respecter aux dépens même des valeurs personnelles, ils ont fait lamentablement obstruction à une intelligence claire de la situation. Ils n'ont pas été une élite mais une démission faite corps. Nos Évêques, eux, ne nous ont pas déçus. Ils ne nous ont pas lâchés. Merci à nos Évêques. Dans l'insécurité où nous sommes, ils ont notre confiance.

L'école confessionnelle¹

par Mgr G.-M. Coderre,

Evêque de Saint-Jean-de-Québec

L'ombre de Lionel Groulx me hante. Il nous avait habitués, de son vivant, à parler de tous les événements qui pouvaient marquer profondément notre nation et transformer l'entité que nous constituons. C'est pourquoi cet après-midi, tout en continuant la réflexion que j'ai entreprise, il y a quinze jours, je voudrais expliciter et approfondir ma réflexion sur « L'école confessionnelle ».

C'est un sujet, j'en suis certain, que Lionel Groulx aurait traité en disant toute sa pensée.

Dernièrement, un journal titrait : « L'école confessionnelle agonise, elle n'est plus qu'une étiquette ». Et ce journal, la plus vaste association d'éducateurs de notre province, d'après les informations que nous ont transmises les journaux, vient de le patronner et le soutient de son argent.

Permettez-moi d'affirmer fermement que je demeure convaincu que si l'on avait eu le courage de créer à temps des écoles pour ceux qui ne se sentaient pas chez eux dans une école relevant du Comité catholique, ou dans une école relevant du Comité protestant, nous n'en serions probablement pas rendus au point où nous en sommes, dans la confusion, et nous n'aurions pas, catholiques, un travail immense à accomplir, un défi douloureux à relever. La situation, qui s'en est ensuivie, divise déjà, hélas ! bien trop de familles, et plusieurs catholiques

1 — Allocution, à l'école Lionel-Groulx, à l'occasion de l'inauguration de cette école, à Longueuil, le 1 février 1970.

prennent des options, sans trop mesurer les conséquences qui en sortiront nécessairement.

Il se trouvera, dans notre histoire, des personnes qui porteront une grande responsabilité sur l'avenir religieux des jeunes de notre province, et même sur l'épanouissement humain et équilibré des jeunes d'aujourd'hui, les adultes de demain. Il faut savoir prendre en temps des positions claires et constructives. Il ne s'agit pas cependant de larmoyer sur la situation actuelle, mais de prendre nos responsabilités, comme je l'ai rappelé clairement le 18 janvier dernier.

À mon sens, il est encore temps d'arriver à clarifier la situation et d'obtenir les objectifs que les catholiques avaient, en demandant et possédant des écoles relevant d'un comité catholique.

À tout homme fort et convaincu tout est possible. Il faut nous encourager, travailler dans la charité et dans l'unité, je dis bien dans l'unité, et non pas comme dans des « clans ». L'heure est grave, je l'admets, elle est difficile, mais l'oeuvre à accomplir est digne de nous. C'est pourquoi, cet après-midi, mon allocution prendra un autre style que celui de la dernière fois. C'est une série de questions que je pose, réalistes à mon sens, et que je récolte en entendant des parents, des enseignants, des jeunes de toute condition et de tout milieu social. Ces questions s'avéreront un examen de conscience fécond, si nous le voulons.



Les soucis administratifs, la plaie de l'argent, en un certain sens, ne nous ont-ils pas mis sur une voie tout autre que celle prévue dans les plans initiaux et dans notre volonté ?

Pour permettre à tous les jeunes d'accéder à l'instruction et à l'éducation, pour appliquer les programmes et vivre la manière d'être de l'école nouvelle, il a fallu construire des édifices pour recevoir tous les enfants et

réaménager les édifices qui existaient. C'était juste et nécessaire, et nous devons nous en féliciter.

Mais ces nécessités administratives et la plaie de l'argent, toujours latentes, n'ont-elles pas travaillé contre le développement, je dirais « matériel », de l'école confessionnelle ?

Toutes les écoles ont-elles eu les locaux appropriés, le matériel didactique nécessaire, le nombre voulu de responsables indispensables, tant pour un véritable enseignement religieux : professeurs de religion, et j'ajoute, coordonnateurs de religion, que pour une pastorale scolaire valable, capable d'insuffler des expériences réelles de vie chrétienne, dans un climat scolaire global propice aux exigences fondamentales de cette expérience de vie chrétienne ?

Jusqu'où pour arriver dans les budgets a-t-on accepté de sacrifier en ce domaine, pour un domaine que l'on ne jugeait pas aussi immédiatement productif ?

— II —

Les discussions idéologiques ne nous ont-elles pas aussi conditionnés et affaiblis dans notre conviction d'avoir et de développer *dans les faits* des écoles de droit confessionnelles ?

On se questionne, par exemple : la religion a-t-elle encore sa place à l'école ? Ou encore, pourquoi nous catholiques, devons-nous mettre de l'argent en faveur de la religion et de la pastorale, et réserver des heures pour elles dans l'horaire, alors que les non-catholiques utilisent cet argent et ces heures pour d'autres disciplines, et ont plus d'heures, on me le dit, pour former l'homme ? Pourtant la religion demeure un élément constitutif de l'homme.

On se questionne encore : la pastorale doit-elle être financée par l'État ? Elle l'est actuellement et par entente explicite, et sans préjudice de personne.

constaterions probablement absence de convictions fortes et peut-être négligence malheureuse.

— III —

Les différences sociologiques ne nous ont-elles pas amenés à désirer *dans les faits* une tout autre école qu'une école confessionnelle ?

En face du pluralisme religieux, des degrés divers et différents de la vie de foi des parents catholiques; la foi c'est une vie qui a ses âges, ses hauts et ses bas et son cheminement; en face des degrés divers de la vie de foi des parents catholiques et des enseignants, n'y aurait-il pas eu défaitisme ? Alors ne serions-nous pas portés à permettre que le maître se confine à sa classe, les parents à leurs foyers, fuyant des révisions nécessaires de la vie. Le résultat, en est que l'enfant est ainsi écartelé entre deux sources normales de son éducation de la foi, de la vie pratique et concrète de sa foi : la famille et l'école. Tout à l'heure on parlait d'ateliers pédagogiques, c'est très bien, c'est une force, mais existent-ils ?

Des questions que je pose, parce que je regarde et écoute ! Les maîtres eux-mêmes dans une même école ont-ils vraiment travaillé ensemble, ont-ils eu une politique commune, propice à l'existence en fait d'une école confessionnelle, telle que les règlements le stipulent ? Les familles se sont-elles rencontrées en groupe ? ont-elles dialogué avec les maîtres de leurs enfants, précisément pour découvrir la qualité de l'esprit conforme à une école confessionnelle ?

N'y aurait-il pas eu trop de repliement sur soi ? Mais repliement qui fait que de nombreuses familles de milieux plus défavorisés, plus pauvres ou moins instruits se trouvent en face de l'évolution scolaire, isolées, faibles, angoissées, incapables seules d'éduquer la foi de leur enfant, de le comprendre même.

On se demande également : le professeur de religion : qui est-il ? quel est son statut réel ? existe-t-il même ce professeur ? peut-il franchement exister à côté des autres professeurs sans paraître un être à part, non productif ? Et, encore, à l'élémentaire où le professeur est moins spécialisé, plus généraliste, on se demande : faut-il imposer au professeur d'enseigner la religion, alors qu'il ne croit plus à la valeur de cet enseignement, faudrait-il trouver un spécialiste ? Si oui, comment organiser le travail du spécialiste en religion dans l'école nouvelle, dans l'école qu'on bâtit, dite « coopérative » ? Qui cherche à situer là le professeur de religion ? A-t-on suivi toutes les exigences déterminées par les règlements pour le choix de professeurs qualifiés pour l'école confessionnelle ? D'aucuns m'ont même affirmé : « C'est impossible ». Est-ce bien vrai ? A-t-on vraiment tenté tout pour réussir ?

À cause de toutes ces questions, des doutes peuvent s'ensuivre : une question non résolue crée le doute. Avons-nous toujours eu de réels professeurs de religion, compétents, animateurs, éveilleurs d'âmes adultes et témoins ? Avons-nous eu aussi des maîtres qualifiés pour maintenir l'esprit qui se trouve inclus dans une école titrée « école confessionnelle » — « école de la commission scolaire catholique de X... » ? Avons-nous toujours permis au professeur de religion de jouer tout son rôle ? et je l'explique, la religion c'est une doctrine, d'où un enseignement qu'il faut qualifier et apprécier, comme tout autre enseignement ; mais aussi une vie, d'où une expérience religieuse à vivre non pas individuellement, mais en communauté scolaire en union intime avec le service de pastorale.

Avons-nous accepté de ne pas négliger cet aspect ? L'avons-nous négligé ; et peut-être décrété d'avance dans la pratique, dans les faits, l'impossibilité de l'existence d'écoles confessionnelles ? Comme je vous l'ai dit ce sont des questions que je pose pour notre examen. Les réponses données nous surprendraient peut-être ! et nous

Le milieu, étant difficile et n'étant plus homogène, au point de vue religieux; n'avons-nous pas succombé souvent à une tentation latente et *délaissé*, je ne dis pas toujours et tout le temps, mais *délaissé* parfois, l'enseignement religieux et d'autres fois, laissé à la seule paroisse la pastorale se satisfaisant d'instruire l'enfant, dans toutes les disciplines à 100% le mieux possible, sans trop se préoccuper de connaissances religieuses et de l'épanouissement de la vie chrétienne des jeunes ?

N'avons-nous pas ainsi traité l'enfant comme une « chose » et non pas comme un « être vivant » parce que l'enfant « être vivant », c'est celui qui intègre toute sa personne, qui réalise l'unité de son être, par un exercice vrai et pratique de toutes ses vies : sa vie physique, sa vie intellectuelle, sa vie affective, sa vie morale, sa vie religieuse et sa vie sociale. Qu'on manque le développement d'une de ces vies et on n'aura pas un homme épanoui pleinement.

Tous ces problèmes administratifs et cette plaie de l'argent, ces points d'interrogations idéologiques, cette absence d'homogénéité religieuse ne nous ont-ils pas amenés petit à petit, à douter, dans les faits, de la possibilité pratique d'avoir, partout et toujours des écoles confessionnelles ? Et comme conséquence pratique nous n'en n'avons pas eu... en maints endroits.

Quelques-uns peuvent ne pas partager mon opinion parce qu'ils ont déjà la leur, d'autres me trouveront peut-être pessimiste, tout ce que je veux aujourd'hui c'est simplement nous imposer un examen de conscience, je ne dis pas simplement à ceux qui sont ici, mais à tous les catholiques du diocèse, pour que nous sachions très bien ce que nous voulons et pourquoi nous le voulons afin que tous le sachent. Il faut que nous nous rappelions, à moins que nous cessions d'être, que la religion est un élément constitutif de l'homme et qu'il est impossible de séparer artificiellement ce qui dans la vie ne peut qu'être profondément uni.

Nous réfléchirons là-dessus, parce que si actuellement nous ne savons pas vraiment ce que nous voulons, un jour, on nous reprochera de ne pas l'avoir su. Et il sera alors trop tard pour éduquer les enfants comme nous aurions voulu qu'ils le soient.

Il ne s'agit pas dans ce texte d'un réquisitoire, c'est plutôt pour les catholiques que nous sommes un examen de conscience profond. Je voudrais que nous réfléchissions. Il me semble que Lionel Groulx nous envoyait des fois des injections qui nous faisaient mal, mais qui pouvaient nous stimuler, revivifier. Il me semble que c'est mon devoir, moi, de poser cette grande question.

Nous avons des possibilités, nous pouvons éduquer les enfants comme nous le voulons. Est-ce que nous le voulons ? Si oui, prenons nos responsabilités, exerçons nos droits, remplissons nos devoirs. Et vous verrez qu'un peuple, un diocèse, qui s'unit, est capable d'atteindre le but de la véritable éducation que nous croyons devoir désirer pour nos enfants, nos jeunes d'aujourd'hui les adultes de la société de demain.

M. ANGERS NOUS REVIENDRA

Plusieurs lecteurs ont remarqué, avec combien d'admiration, la griffe du maître dans son article de février 1970 : « Deux cent dix ans après : une nouvelle capitulation de Québec ! » L'inspiration et la facture étaient d'une rare élévation et puissance. Cet article fait partie d'une série qui continuera le mois prochain avec l'analyse du débat sur le projet de loi 63 à l'Assemblée nationale. Ne manquez pas ce numéro qui s'annonce percutant. Il faut bien que quelqu'un sauve notre honneur !

UNE BOUTEILLE À LA MER!

par XXX¹

Chers lecteurs,

Je crois bien que c'est sous forme de lettre que je m'adresserai à vous puisque c'est la forme littéraire qui est le plus à ma portée. Voilà, on me demande de vous parler d'un sujet très en vogue, très discuté, et sur lequel il y a autant d'opinions que de personnes concernées ou presque.

Mais il doit y avoir un point de vue objectif sur lequel on peut s'entendre. Il s'agit de la drogue. Ne voyez-vous pas venir la discussion ? Évidemment, je ne prétends pas vous apporter ce point de vue objectif. Scientifiquement je suis très peu renseignée sur le sujet. Cependant je suis l'une des jeunes qui s'y sont lancées à corps perdu. Et cela me donne, je suppose, droit au chapitre.

Disons d'abord que depuis quatorze mois je n'ai plus absorbé aucune drogue et que j'ai même cessé de fumer la cigarette par la même occasion, ce qui est presque un titre de gloire à mon actif. Hum ! Enfin, j'ai cru devoir prendre cette mesure comme assurance-avenir. Avenir de mes projets et même avenir de ma vie.

1 — Comme ce récit est autobiographique nous avons omis le nom de l'auteur. Il s'agit d'une jeune fille, très intelligente, très sincère, dont le témoignage existentiel sur l'immense problème de la drogue qui affecte une grande partie de notre jeunesse, nous ouvre de nouvelles perspectives sur les problèmes de fond que notre époque doit affronter : est-ce celui d'une décomposition des sociétés prospères ? est-ce celui de la non-formation des caractères ? est-ce celui d'une société trop libérale et trop permissive ? Lisez.

Au moment où j'ai pris cette décision, je m'étais perçue comme étant fort avancée dans la déjection et en danger assez imminent de maladie mentale. De là est venu un choc à peu près salutaire.

Par quel bout devrais-je commencer ? Celui-ci est plutôt le bout de la fin dans mon expérience de la drogue. Disons que, autant que possible, je parlerai uniquement de ce qui a trait à cette dernière.

À dix-neuf ans, je fumais la marijuana pour la première fois. Expérience à peu près nulle au point de vue impressions. Ma curiosité était satisfaite, je n'y avais rien vu d'extraordinaire, ce n'était pas désagréable du tout, mais je n'étais pas intéressée à en reprendre, croyais-je.

L'été suivant je descendis au Mexique. À l'occasion de ce voyage j'ai fumé deux fois de la marijuana. L'expérience apparemment fut pour moi positive, mais négative pour d'autres membres du groupe. Encore en cette occasion je n'eus pas de *kick* extraordinaire, comme on dit, ni l'envie de m'en procurer de nouveau.

J'ignorais que l'on pouvait littéralement vivre de marijuana. J'étais un peu naïve et ignorante. De retour au Québec, pendant l'année qui suivit, j'eus à plusieurs reprises l'occasion d'en prendre et d'en acheter. De fil en aiguille, chaque fois que l'occasion se présentait ou presque, j'en prenais.

Cela constituait un événement en même temps qu'un moyen d'échange avec le groupe de ceux qui s'y adonnaient. C'est pendant cette année que j'ai commencé à vraiment y prendre goût et à croire qu'il y avait là-dedans quelque chose de très positif. L'espèce d'euphorie psychologique que la drogue me procurait toujours, me faisait croire qu'il y avait progrès dans ma manière de sentir la vie.

C'est là ce que je cherchais : comme une capsule d'optimisme en même temps qu'une expérience enrichissante, car je croyais vraiment que cela m'enrichissait

beaucoup. D'abord et surtout dans la connaissance de moi-même.

Je savais ne pas être très saine psychologiquement, ayant plutôt tendance à être malheureuse qu'heureuse. Je cherchais la clef du bonheur dans la psychanalyse puisque c'était le remède le plus connu de ce genre d'affection. Enfin je croyais que la psychologie disait vrai et qu'elle m'amènerait à surmonter mes faiblesses en me les faisant prendre par le bon bout. Ce n'est pas tout à fait ce qui est arrivé.

À ce moment, et depuis longtemps, j'avais perdu la foi. Avais-je déjà vraiment goûté à la vraie lumière du Christ ? Je ne crois pas. J'avais des tas d'objections contre l'Église, je ne pratiquais aucun culte envers Dieu, auquel cependant je croyais parfois.

Disons plutôt que la question de la vie ne se posait pas à moi nullement sous cet angle. C'est aussi simple que cela. Je cherchais la porte qui me donnerait accès au bonheur. Pour la découvrir, la manière la plus sûre était de chercher à connaître la vérité. J'en faisais profession. Rien d'autre ne comptait pour moi.

C'est aussi au cours de cette fameuse année que je pris mon premier *cap d'acide* (que Dieu me pardonne), puis mon deuxième. À partir de ce moment je ne les ai plus comptés. Je prenais du L.S.D. C'était décidé. C'est tout ce que je voulais savoir. Alors le monde m'apparaissait transformé. La vie n'était plus la même et ne serait plus jamais la même.

Une fois sur cette voie de la découverte, on ne pouvait plus reculer. Quiconque entreprend de faire une recherche et est stimulé par la découverte, n'a pas de raison de revenir en arrière, n'est-ce pas ? Ce que j'ignorais c'est que ce même quelqu'un pouvait aussi un jour découvrir que cette même recherche n'en valait plus la peine et qu'elle pouvait changer radicalement de visage. Mais alors, je croyais être sur la voie de la vérité.

L'été suivant, il y eut un tournant décisif par rapport à la drogue. C'était entendu : cela valait la peine d'en prendre continuellement, de poursuivre cette recherche sans s'interrompre. Cela, d'ailleurs, allait de soi.

Donc me voilà rendue vraiment dans le monde de la drogue. Dans le milieu où l'on en cherche, où l'on en vend, où l'on en achète, où l'on a des contacts réguliers et des occasions de plus en plus belles, où l'on commence à avoir accès aux onces et même aux kilos. Adieu les pochettes à dix dollars et les *caps* du même prix. Tout devint meilleur marché. On peut maintenant en acheter en grosses quantités. Avec volonté de les revendre ? Quant à moi et à ceux de mon groupe, nous ne l'avons jamais fait. Un peu par mesure de prudence, un peu par désintéressement, nous trouvant plutôt à l'aise financièrement.

Au début de l'automne, trois de mes amis et moi-même décidons de laisser nos emplois, de fermer boutique et de partir au Mexique. Passons sur les détails. Ce voyage allait durer trois mois, dont deux, pour ainsi dire, entièrement consacrés à la marijuana.

Dès que nos moyens nous l'ont permis, nous nous sommes mis à sa recherche. Quand nous l'avons trouvée, pendant un mois nous avons été immobilisés dans un appartement de Mexico à la fumer.

Nos provisions étant épuisées, nous sommes partis vers Acapulco, croyant y trouver de meilleurs *contacts* pour en acheter. Nous y sommes restés jusqu'à la fin, ayant toujours tout ce qu'il nous fallait pour fumer et cherchant à nous en procurer de grosses quantités, ce qui s'est avéré pour nous plus difficile que pour d'autres.

Bref, nous étions au septième ciel (à part tout ce qui n'allait pas...) dans ce petit village paradisiaque des environs d'Acapulco. Plusieurs jeunes amis, américains et européens, vivaient dans les environs, quelques-uns installés déjà depuis longtemps.

Qu'allions-nous faire ? Nous ne le savions pas. Nous avions de multiples projets. Un jour, à la suite de nombreuses fausses manoeuvres et d'activités plutôt illicites de la part de ces *hippies* américains, je crois que les habitants de la place en ont eu assez de notre présence et ont réclamé notre départ.

Un beau matin, la police fédérale s'amène, en grande pompe, d'Acapulco et met la main sur tout le groupe que nous formions (à l'exception de quelques-uns qui échappèrent pour une raison ou pour une autre). Onze en tout, dont « nous trois » Canadiens-Français. Arrestation en règle pour possession de marijuana. Nous voilà à la prison d'Acapulco.

Bref ! le lendemain après-midi nous étions expulsés du pays après avoir passé par toutes les formalités nécessaires, mais sans armes ni bagages, c'est-à-dire sans avoir pu récupérer le moindre de nos vêtements ou objets ou même l'argent que nous pouvions avoir à l'hôtel. Plusieurs d'entre nous étaient en costume de bain au moment de l'arrestation et le sont restés.

Quant à moi, je suis arrivée à Montréal en *shorts* et sandales, en plein mois de février. Pour faire suite à cette aventure, j'ai passé six mois aux États-Unis, où cette fois je me suis essayée à une drogue d'un autre acabit : le *speed* ou méthadrine. Ce n'est pas n'importe quel *speed* ! La méthadrine est une drogue décidément asservissante : elle se prend la plupart du temps par injection. On peut aussi la prendre par le nez ou la bouche, si on veut éviter le plus possible l'asservissement complet.

J'ai vécu alors quelque chose de terrible au point de vue mental et psychologique et je n'ai pas voulu poursuivre cette expérience. Autour de moi des gens s'injectaient continuellement à eux-mêmes de la méthadrine et même de la cocaïne et de la morphine.

De retour au Canada me revoilà à la recherche de la marijuana. J'avais décidé à ce moment de m'en tenir

à cela, par mesure de prudence, craignant un peu et pas mal, la puissance du L.S.D. Je commençais à être plus craintive et plus défaite, mais je croyais toujours que la marijuana était utile et agréable.

Ma recherche intérieure semblait s'intensifier. C'était tout simplement, je crois, le malheur, ou le sentiment du malheur, qui en moi s'épaississait. Je ne savais pas trop où donner de la tête. Que devais-je faire ? Travailler ? Mais non, ça n'avait aucun sens ! C'était même ridicule. Je ne pouvais pas me plier à cela ! Je ne voulais pas vivre ainsi comme une esclave ! C'était pourtant bien ce que j'étais !

Ayant la possibilité de me faire vivre cette fois encore, je pris ce parti. Grâce aux mêmes personnes qui m'avaient accompagnée au Mexique, j'allais pouvoir continuer à vivre bien tranquille. Peu de temps après, je fis une rencontre formidable : de la mari à profusion et de la meilleure qualité ! En réalité c'était le commencement de la fin, du moins pour moi.

Dans l'espace de trois semaines mes amis avaient quitté leurs emplois et avaient investi leur avoir dans des transactions infructueuses. Après une période de grande abondance, nous avions tous tout perdu encore une fois. Pendant trois mois nous avons fumé presque jour et nuit, ne nous arrêtant que pour nous reposer quelques heures. De jour ou de nuit, car il n'y avait plus aucune différence. Mais de plus en plus la mari semblait nous fuir et le nécessaire nous manquait. Nous ne pouvions en acheter sans sacrifier la nourriture.

Enfin nous en vîmes à la limite où ne pouvant plus ni manger ni fumer, nous avons dû envisager une solution. Mais là je mélange peut-être un peu les cartes, tant de choses se sont passées pendant ces trois mois. Disons que pour moi, ce qui semblait ressortir de plus en plus de l'affaire c'est que je n'aboutissais à rien.

J'élaborais une philosophie de la destruction et ceux qui m'entouraient n'avaient rien d'autre à m'offrir non

plus, sinon des mirages. Plus j'essayais de trouver le filon des relations humaines, plus je me heurtais aux mêmes désespérantes impossibilités. Finalement plus rien ne semblait possible.

Mais était-il possible justement que rien ne fût possible ? Non ! je n'aurais pas existé s'il n'y avait eu une véritable voie d'accès entre les êtres humains. Tout mon problème était psychologique et se formulait d'une manière philosophique, trop complexe pour que je l'explique ici. Je pensais beaucoup et de plus en plus au suicide.

Ne fallait-il pas me suicider ? Ne trouverais-je pas la liberté de l'autre côté de la mort ? Et je ne sais plus trop à quelles insanités encore. Toujours l'absurdité fondamentale d'un tel geste me retenait. Non ! se détruire soi-même c'est l'ultime renoncement à la liberté. Il ne se peut pas que nous soyons ainsi faits. Cela va contre les valeurs positives de la vie : l'amour, la maternité et tout ce qui constitue la vie. Enfin, j'y renonçais, mais quelle terrible tentation. Quelle terrible attraction que celle du néant !

Un soir, j'ai vu à l'évidence et, d'une certaine manière dans son ensemble, toute l'absurdité dans laquelle je m'étais fourvoyée, toute l'erreur que j'avais commise. Ce fut un choc tel que j'ai eu peur de perdre l'esprit pour vrai.

La solution vers laquelle je me suis tournée à ce moment était la seule possible. J'ai pris un taxi pour la maison de mes parents. Tout de suite. Je ne les bénirai jamais assez d'avoir été là à ce moment. Je leur ai demandé l'hospitalité.

Comme ils savaient qu'il se passait quelque chose de grave ils ne m'ont posé aucune question et m'ont reçue à bras ouverts.

Qu'ai-je fait encore ? Eh bien ! j'ai prié. Pour la première fois depuis bien des années, j'ai fait l'effort de me mettre à genoux et de prier : « Du fond de l'abîme et des ténèbres, Seigneur, je crie vers toi. Ne me laisse

pas périr. Je t'en supplie Dieu de bonté, viens me chercher, car Toi seul peux me sauver, toi seul peux me pardonner, et, puisque rien ne t'est impossible, Seigneur, sauve-moi ». Voilà sur quoi j'ai misé exactement : « Rien ne t'est impossible, mon Dieu, car si une chose t'était impossible, ce serait de me pardonner et de me sauver ».

J'avais tout simplement vu mon péché en face, je crois. À ce moment j'ai découvert le sens de ce mot *péché*, car auparavant je n'y croyais pas. La notion que j'en avais reçue étant toute chargée de peur et d'agressivité. Ce jour-là j'ai compris que j'étais exactement ce pécheur, cette pécheresse que moi-même je fustigeais. J'avais moi-même trempé jusqu'au cou dans tout ce que je trouvais le plus abject : l'injustice, le mépris, l'égoïsme, l'embourgeoisement, le jugement des autres et j'en passe et j'en oublie. C'était mon fait. C'était moi. J'étais brisée, face à moi-même.

Et Dieu, que ferait-il ? Normalement Il aurait dû me jeter au feu en tant que figuier stérile, que sépulcre blanchi, en tant que sarment qui ne porte aucun fruit encore une fois. Que s'est-il passé ? Dieu m'a répondu immédiatement. Il m'a apaisée.

Sachant que cette fois je m'étais tournée du bon côté, j'ai cru que je pourrais encore dormir et encore vivre. Par la suite j'ai suivi cette voie et je demande la grâce de continuer à la suivre jusqu'au bout. Cette voie est celle d'une totale dépendance envers Dieu sans qui je ne suis rien.

Je me demande parfois maintenant, ou d'autres se le demandent à ma place, mais pour moi ce n'est pas vraiment une question, si j'aurais jamais pu retrouver la foi sans la drogue.

Certains constatent une relation entre le mysticisme et la drogue. Beaucoup de ceux qui en prennent, pensent être à la découverte de Dieu. Pour ma part, je ne crois absolument pas que cela soit indispensable ni même utile pour cette découverte de Dieu. Mais le monde étant ce qu'il est, cela peut l'être par un certain revirement des

choses, et pour une certaine catégorie d'individus extrêmement intellectualisés, émotivement anémiques et bien souvent bouillants de révolte.

Enfin, en aucun cas, je ne voudrais revivre cette espèce de psychose ni avoir à refaire le chemin que j'ai dû parcourir pour devenir quelqu'un d'à peu près sain et équilibré. C'est là une tâche gigantesque et c'est pourquoi je ne souhaite pas aux autres de passer par la même épreuve.

Reconstruire entièrement un psychisme, ce n'est pas une mince affaire, cela est même impossible sans le secours constant de l'amour de Dieu et de la charité du prochain. Effectivement il s'agit, dans mon cas, d'une conversion au sens littéral, même si elle semble être d'un type un peu particulier.

Qu'est-ce que je pense de la drogue ? Qu'elle est un terrible dissolvant mental. Mettez du sel dans l'eau, il va fondre. Prenez de la drogue, vos structures mentales et psychiques iront s'amollissant, mais votre état de conscience demeurera toujours le même.

Comme c'est agréable de *relaxer*, de paresser, de prendre de la drogue ! Quelle jouissance à se laisser ainsi aller ! Mais il faut toujours en remettre, se laisser aller de plus en plus d'une drogue à une autre plus forte encore.

Nous devenons spirituellement dystrophiques, c'est-à-dire profondément blessés en notre esprit par ce dont nous l'avons nourri. La science n'a encore découvert aucun remède à la dystrophie.

Il ne me reste plus qu'à mettre fin à mon épître. Elle n'est probablement ni la première ni la dernière que vous aurez lue à ce sujet. Puisse-t-elle vous servir, amis lecteurs, à quelque chose. Une bouteille que l'on jette à la mer avec un message, a la chance d'atteindre un jour quelqu'un, et c'est un geste d'espoir que de la lancer.



Signification humaine de la participation

par Claude Collin

I — Introduction.

Ce n'est pas par hasard que l'idée de participation commence à s'imposer à la conscience moderne avec beaucoup d'intensité et de retentissement. Plusieurs, confortablement installés depuis toujours dans la possession tranquille de la Vérité, expliquent ce phénomène, par une espèce de démission générale de l'autorité et le conçoivent comme la cause principale du désarroi actuel de la société. Que ce soit sur le plan politique, économique ou religieux, on craint comme un fléau, tout autant que jadis le socialisme ou toute forme de collectivisme, ce leitmotiv de la jeunesse actuelle, qui devient un véritable levain au sein des classes dites inférieures de la société. On voit déjà s'effondrer dans un chaos indescriptible, tout l'ordre social, fruit de l'expérience et de la sagesse des générations passées. Les valeurs sur lesquelles se sont édifiées toutes les sociétés s'évanouissent, et ces nouveaux barbares, pense-t-on, ne savent même pas ce qu'ils veulent construire sur les ruines de l'ordre ancien.

Mais si nous réfléchissons quelque peu sur cette idée de participation, non seulement pouvons-nous y voir autre chose qu'une velléité ou un caprice d'une époque gâtée par la facilité, mais au contraire, un moment étrangement prometteur de l'évolution de l'humanité, un bond en avant aussi considérable, peut-être, que les premières victoires de l'homme sur la nature par la technique. Car

la participation d'une part, plonge ses racines dans l'être même de l'homme, puisque l'homme est conscience et que celle-ci révèle sa participation essentielle; et, d'autre part, elle constitue l'unique voie vers la « désaliénation » de l'homme et l'humanisation de la société.

L'idée de participation d'ailleurs, n'est pas nouvelle. Elle apparaît dès que l'homme s'interroge sur son être et ses rapports avec le monde, soit sur le plan de la connaissance ou de l'action. Il serait peut-être fastidieux, quoique non dépourvu d'intérêt, de faire l'histoire de cette idée; encore faudrait-il à tout moment, tenir compte de l'histoire des religions, du travail, de l'art, des sciences et des techniques, principales manifestations de la culture humaine, où l'on pourrait découvrir la progression de la participation de l'homme à l'être. Une telle recherche pourrait bien s'inspirer de la méthode historique de Arthur Lovejoy. Mais, dans les limites de cet article, je voudrais tout simplement essayer de cerner les fondements ontologiques de la participation pour en dégager mieux la signification humaine.

II — La conscience, fondement de la participation.

Sans aucun doute, le phénomène primordial chez l'homme, est celui de la conscience. Tout part de là et y revient comme à sa source, puisque rien n'existe sans elle, et que tout prend un sens par elle. Le rapport sujet-objet qu'englobe la conscience, est unique : essentiellement corrélatif et dynamique. En tant que relatif, il implique déjà l'idée d'une participation, puisque le sujet n'est tel que par son rapport à l'objet; mais ce rapport implique de plus une action réciproque influençant l'être de chacun. Donc, dépendance et dynamisme réciproque dans la jonction sujet-objet, au sein de la conscience.

On aurait tort de penser que ce double rapport n'existe que dans l'ordre de la connaissance. Car la conscience est non seulement ce qui définit l'homme, c'est aussi

ce qui le constitue et lui permet d'achever son être. C'est pourquoi une réflexion bien menée sur la conscience a permis, depuis Descartes, d'accentuer l'action de l'homme sur l'univers.

Pour Bergson, l'intelligence est une faculté essentiellement orientée vers l'action, par opposition à l'intuition qui serait une faculté orientée vers l'esprit, mais par laquelle « le sujet coïncide avec l'objet comme de l'intérieur ». Ce qui n'enlève rien du tout à l'aspect dynamique que l'on découvre au sein de la conscience au moment de l'intuition : tout au plus, la possibilité de l'intuition ne fait que révéler la connaturalité sujet-objet, parenté qui implique une origine et un destin commun. Pour Teilhard de Chardin, la différence de degré entre les deux, n'est que la capacité de survol qui, au surplus, rend possible l'agir conscient. Autrement, nous ne saurions comprendre comment le sujet s'assimile l'objet, comment il le fait participer à son être en devenant cet objet, et comment, éventuellement, il le met à son service en lui donnant son sens. L'en-soi, pour employer une terminologie sartrienne, tend inéluctablement, par l'action du pour-soi, à devenir pour-soi. Dans cette optique, l'histoire du cosmos, serait l'histoire de l'évolution de cette tendance, s'actualisant graduellement vers le pour-soi total, absolu, terme de toute évolution. En d'autres mots, ce serait l'histoire de la participation à l'être, par la connaissance et l'amour, jusqu'à la pleine identification.

C'est pourquoi nous pouvons dire justement que la participation plonge ses racines dans l'être même de l'homme.

Nous pouvons affirmer que participer, c'est à la fois être « part » et prendre « part », mais en le sachant et en le devenant par son propre vouloir, c'est-à-dire avec toute la puissance de son être libre. Ce qui comporte une auto-possession et une domination agissante qui organise non seulement les constituants de l'être (soi), mais aussi, les éléments du monde extérieur avec lesquels il est en contact.

Le premier moment est la possession de soi, le second consiste dans un survol d'abord de soi, ensuite des choses, le troisième moment réside dans l'appropriation et la domestication de l'extérieur qui résultent en un accroissement de la conscience. En d'autres termes, les dimensions de l'homme grandissent au fur et à mesure qu'il découvre, qu'il prend, qu'il crée, qu'il invente sa véritable place dans l'univers. La participation est ainsi au centre de l'être et de l'agir de l'homme. Dans la participation, entendue en ce sens, se résout l'antinomie, la dichotomie de l'être et de l'avoir, de la pensée et de l'action, du néant et de l'évolution.

C'est aussi, par là, que s'expliquent et se comprennent la finitude de l'être participant et son élan vers la complétude; c'est péniblement, graduellement, que l'homme, en participant de plus en plus, s'éloigne du néant et accède au plus-être. Refuser de reconnaître cette loi de l'être, c'est refuser l'homme.

III — Signification humaine de la participation.

L'homme est donc essentiellement, non seulement un « animal social » comme l'affirmait déjà Aristote, mais un être participant. Or, le phénomène le plus significatif de notre époque, réside précisément dans cet élan incoercible de participation, qui commence à se manifester au niveau de la masse, hier encore si amorphe et passive. Aucune forme d'organisation sociale de type traditionnel ne saurait, semble-t-il, enrayer cette marche en avant. Car, la participation, c'est l'homme qui tend à la maîtrise de sa propre conscience, c'est le refus de l'homme d'être considéré comme objet, c'est la restitution de la dignité humaine dans la responsabilité, c'est la découverte du sens humain de la technique et de la science, c'est l'ouverture par en haut et en avant, décuplant les énergies créatrices et inventives de l'homme.

En effet, une conscience universelle est en train de naître au moyen des médiums de l'ère électronique.

La distance et le temps se rejoignent pour favoriser la socialisation de l'homme. Désormais, il est engagé dans sa conscience par tout ce qui le concerne, où que ce soit et de quelque valeur humaine qu'il s'agisse : un peu comme si l'univers formait un immense organisme, dont toutes les parties deviennent de plus en plus conscientes, où l'isolement ou le refus de participation ne peut être qu'artificiel. La participation se présente, ainsi, comme un mode d'évolution de la condition humaine vers un « cosmisme intégral ».

L'homme moderne souffre d'aliénation chronique, parce qu'il n'est pas maître de sa conscience. Marx en rendait responsable la religion « conscience inversée de l'homme »; Max Stirner, pour corriger ce mal, s'efforçait de restituer à l'individu son autonomie dans une liberté arrogante (il fut peut-être le vrai initiateur du mouvement de pensée existentialiste) et l'absurdité du monde de Camus nous faisait découvrir l'étrangeté de l'homme, à sa façon, aussi bien que Marcuse et Huxley. Dans cette société de consommation, il est évident que l'homme est étrange autant qu'étranger : il est dominé par la magie des chiffres, des formules toutes faites, des idées (?) — forces de la publicité d'affaires ou de la propagande politique. Il est « organisé » au sens strict du terme. Il est devenu une conscience sans contenu propre; ce qui est la marque de la plus pure absurdité. Le contenu de sa conscience est fabriqué de toutes pièces par la superstructure de la société qui lui échappe totalement. Une conscience sans contenu propre n'en est plus une : elle est objet. A la limite, l'homme en vient à n'attendre que d'en-haut (État ou Dieu) toute solution aux problèmes qui l'assaillent. Ainsi, au Québec, environ 9% de la population fait partie des dépendants chroniques de l'État. Conséquence évidente d'une organisation sociale fortement aliénante.

N'est-ce pas d'ailleurs, cette force aliénante qui se révèle à travers notre expérience quotidienne ? Personnellement, je suis, aux yeux de mes employeurs, le 0715; pour le gouvernement, je suis le 222 102 667; aux yeux

de tous les maîtres du régime actuel, je suis celui qui doit respecter l'ordre établi, le seul, selon eux, compétent pour juger de mes besoins et y répondre. A mes propres yeux, je me demande ce que je viens faire dans cette galère.

Est-il possible d'échapper à cette pression qui me nie continuellement dans ma réalité humaine ? Le seul moyen d'en sortir serait de me libérer de cette surconscience étrangère à moi-même, en exigeant partout de n'être pas manipulé comme un objet inerte, en repensant le monde dans lequel je suis forcément partie intégrante, et cela à tous les niveaux de son activité. Autrement dit, le moyen de se désaliéner, consiste à exiger partout une participation qui seule peut nous permettre d'être conscients. Pour le moment, bien sûr, c'est peine perdue, mais bientôt la soif d'être, qui réside au fond de tout homme, se communiquera à l'ensemble des couches sociales, sises à la base de la société, et rien n'y résistera. Car déjà la monde étudiant, et une bonne partie du monde syndical, ont entrepris cette lutte.

La participation se présente donc à la fois comme instrument et signe de « désaliénation » de l'homme. Elle est aussi moyen et signe d'humanisation de la société.

On prétend que le politique, l'économique, la technique, ne sont pas, en eux-mêmes, de l'ordre des valeurs humaines. Ils ont l'autonomie et l'objectivité de l'intention scientifique. « Les affaires sont les affaires » et « il ne convient pas de mêler morale et politique » sont des lieux communs de notre société, qui justifient toutes les lâchetés (par exemple, le génocide Biafra, ne pouvait justifier l'intervention d'un pays civilisé) et permettent les plus grands crimes contre l'humanité et la dignité humaine (l'impérialisme et le colonialisme sous toutes leurs formes). Or, dans un monde de participation, cette dichotomie serait beaucoup moins marquée, et disparaîtrait peu à peu totalement dans l'ordre pratique. Car, la présence consciente de l'homme à tous les niveaux de décisions politiques ou économiques, permet-

trait de construire un monde, non pas à la mesure d'une minorité d'exploiteurs, mais à l'image authentique de l'homme conscient. La politique et l'économie n'ont que faire des valeurs humaines, parce que ce n'est pas l'homme « participant » qui conçoit et décide, mais celui qui possède la puissance de l'argent.

Il n'est pas nécessaire de creuser beaucoup pour découvrir cette vérité dans notre vie quotidienne. Nous vivons dans un pays où nous n'avons même pas de constitution écrite (« La Constitution du Canada n'existe pas, n'est pas un document écrit et signé » in *Inside Canada*, R. Rogers Smith, Ottawa, 1939, p 42) qui n'a jamais fait l'objet d'un référendum; nous n'avons eu aucune influence sur une décision politique mettant en jeu l'avenir de notre nation (projet de loi 63); au niveau de l'entreprise, les patrons et les ouvriers se livrent une lutte sans merci, et sur le plan concret du travail de tous les jours, c'est l'homme qui doit s'adapter au cerveau électronique et non l'inverse. Quand l'homme participera à toute la vie de l'entreprise, et rien ne prouve que ce soit impossible, (il s'agit de mettre en place les structures nécessaires) quand il existera des partis politiques vraiment démocratiques, par la force des choses, les valeurs humaines prendront leur véritable place : le bien commun ne sera plus un mirage et l'homme commencera à croire en lui-même, parce que son activité aura un sens, celui qu'il voudra bien lui donner.

En ce sens, et pour ces raisons, la participation est sans doute l'espoir de notre temps, parce qu'elle situe l'homme au centre de toutes les valeurs, en le restituant à lui-même dans sa conscience, et par le fait même, en donnant au monde son véritable sens.



Des écoles qui disparaissent à la religion qui s'en va

par Germaine Bernier

S'il est une chose, un problème qu'il était à peu près impossible de prévoir, il y a encore une vingtaine d'années au Québec, c'était bien l'avènement de l'école neutre, du collège neutre et de l'université neutre. Il y a pourtant encore tant d'institutions confessionnelles en Europe et ailleurs. Le problème est pourtant là actuellement dans toute son ampleur, son appauvrissement en connaissances diverses, son rétrécissement de frontières et d'horizons. Avant la publication du Rapport Parent on avait tout promis aux parents quant à l'instruction de leurs enfants : enseignement gratuit, choix de l'école par catégories d'enfants doués d'une façon ou d'une autre, compétence accrue des professeurs et des maîtres, préparation au marché du travail en même temps qu'à la vie et quoi encore ! « Les parents vont avoir droit de parole ! » « Les parents vont enfin pouvoir se faire entendre » ! « Les parents vont pouvoir même dire aux maîtres comment conduire leur école » ! Et l'on fonda les « ateliers pédagogiques » !

Depuis que ces pronostics ont été faits, ils parlent les parents, ils réclament, ils dénoncent, ils discutent et pour ça ils se déplacent vers ... l'école ! A la suite de notre chronique du 2 décembre, parmi d'autres témoignages, une mère de famille m'écrit ce qui suit, que j'extrais de sa longue lettre : « Depuis onze ans, j'ai suivi avec assiduité, et seule puisque mon mari travaille presque tous les soirs, les réunions auxquelles nous convoquaient les principaux et directrices des écoles où

nos cinq enfants étudient. Le seul avantage que cela a rapporté, je crois, ce fut de démontrer à nos petits l'intérêt que nous portons à leurs études et à leur comportement à l'école. Car jamais nous n'avons eu à régler de problèmes entre les enfants et leurs professeurs. » Un peu plus loin elle ajoute : « La semaine dernière j'ai dû me rendre à quatre réunions ! Je crois qu'il est temps que je me censure moi-même et que j'arrête de courir ces assemblées et ce sans me sentir coupable d'indifférence envers mes enfants. » En dépit de tout ce mouvement et ces échanges... l'école catholique est en train de glisser des mains des catholiques même les plus convaincus. Pourtant des parents catholiques qui ont droit à des écoles catholiques dans un État à majorité catholique et qui les veulent ont même fondé, de peine et de misères, un journal : « Plein Jour » dirigé par M. Louis Bouchard.

Je venais de lire les deux derniers numéros de cette publication spécialisée, numéros vraiment instructifs et frappants, avec le compte rendu des « Assises de l'École » (congrès qui a eu lieu en fin d'année '69) avec les textes de Monseigneur Paul Grégoire et du Père Richard Arès, S.J., quand j'aperçois, dans le journal de mardi 27 janvier '70, la nouvelle suivante intitulée : « Quatre écoles ferment cette année à Québec ». Jusqu'à présent nous manquions d'écoles au Québec et notre peuple n'ayant aucun goût spécial pour l'effort intellectuel, le Canadien-français n'a pas un rang très élevé parmi les peuples instruits dans le monde. Que l'on doive fermer quatre écoles en septembre prochain à Québec apparaissait déjà comme une mauvaise nouvelle. La raison de ces fermetures d'école : le nombre restreint d'élèves inscrits aux cours. « En effet, dit la nouvelle, la baisse du taux de natalité de même que la démolition d'un grand nombre de maisons, notamment dans certains secteurs de la haute-ville de Québec, serait à l'origine de la recommandation apportée par la direction des écoles élémentaires. Et ces écoles, actuellement par qui sont-elles fréquentées ? Par des Néo-canadiens, de jeunes Juifs, des en-

fants anglophones, des élèves de parents agnostiques ? Mais non, ce sont des écoles canadiennes-françaises catholiques : quatre qui fermeraient du même coup ! Ce n'est qu'une coïncidence évidemment... qu'on va dire comme explication finale.

Et les catholiques se battent actuellement pour avoir des commissions scolaires catholiques et des écoles confessionnelles améliorées !

Dans « Relations », (janvier '70) le Père Richard Arès explique : « Il faut choisir : ou l'école étatique (avec le projet de loi 62) ou l'école communautaire avec un nouveau projet, mais alors c'est un tout nouveau projet que les catholiques devraient exiger ou présenter eux-mêmes, s'ils veulent pour leurs enfants des écoles qui soient vraiment et pleinement confessionnelles ». Y a-t-il encore possibilité de choisir ?

Si vous n'avez pas le temps de lire tout ce qui s'écrit dans les quotidiens sur ce problème fondamental de l'école confessionnelle, au Québec, procurez-vous au moins les deux derniers numéros (sept.-oct. '69 — nov.-déc. '69) de « Plein Jour », journal spécialisé de l'Association des parents catholiques. Ce congrès, très justement nommé, et qui a été en réalité deux jours d'études sérieuses, a réuni plus de 1,000 membres.

Dans son discours d'ouverture, M. Bouchard a remarqué avec combien de raison : « On nous dira peut-être : « Vous faites des Assises de l'École pour les catholiques de langue française. Mais avez-vous pensé aux autres : les non-catholiques, protestants, Juifs, orthodoxes, agnostiques... Pensez-vous aux catholiques anglophones ? L'école publique, n'est-ce pas l'école de tous ? »

« Voici notre réponse : les droits et libertés que nous réclamons pour nous, nous les voulons aussi pour tous ces autres. Voilà pourquoi nous ne voulons pas parler en leur nom; nous les savons capables de parler pour eux-mêmes.

« Plus encore ! Si nous, catholiques de langue française, qui formons la majorité au Québec, permettons à l'État d'envahir les droits individuels, fondamentaux de la personne, dans le domaine scolaire, il est certain que les minorités faibles en nombre ne pourraient pas se protéger. Notre majorité nous confère une plus grande responsabilité. Nous avons donc le devoir de créer chez nous d'abord, comme catholiques, l'union, pour utiliser à bon escient notre pouvoir de pression, et, je le dis, sans aucune partisanerie politique, notre *pouvoir électoral*. Parmi les grands problèmes d'intérêt public, l'éducation est le numéro 1 dans l'esprit de la masse des parents qui vivent et travaillent pour assurer l'avenir de leurs enfants.

« Le système scolaire qui conviendra le mieux aux catholiques de notre province sera sûrement, aussi, le système qui respectera davantage les droits des autres groupes, de religion et de langue différentes. *Dans tous les pays du monde, présentement, quand les catholiques se protègent et se défendent eux-mêmes, ils protègent et défendent en même temps les autres : ils protègent et défendent des valeurs et des libertés essentielles, permanentes, ils défendent la personne humaine, ils défendent l'humanité.* »

Comment dire mieux et ne pas souhaiter que tous les catholiques québécois prennent conscience totalement de ce problème, de ces vérités et de ces valeurs du christianisme catholique, d'instruction, d'éducation, de culture et de civilisation ? Il y a tant d'étrangers à notre foi qui les ont déjà reconnus. Si nous connaissions un peu mieux l'histoire de l'Église et l'Histoire tout court !



Les objectifs du Conseil d'expansion économique

par Rosaire Morin

En notre milieu et en notre époque, pour favoriser le relèvement économique des Canadiens-Français, le C.E.E. a décidé de vulgariser cinq idées majeures dont la compréhension et l'acceptation actuelles sont nettement insuffisantes au plein développement économique du Québec. Nous n'avons pas la prétention d'élaborer le programme de l'avenir économique. Notre effort tend plutôt à inspirer des idées, à susciter des initiatives, à suggérer des projets et à persuader la population de son concours nécessaire.

Pouvoir de dépenses

Le premier objectif du C.E.E. consiste en la maîtrise de notre pouvoir d'achat. Les dépenses des Canadiens-Français, en biens et en services, dépassent les \$11 milliards. 80% de ce pouvoir d'achat sont dépensés en des biens fabriqués et en des services dispensés par des Canadiens-Anglais et des Américains. En agissant ainsi, les Québécois grandissent les usines de Toronto et développent les commerces des autres provinces et des autres pays. Au même moment, au Québec, le nombre des emplois diminue, les chômeurs se multiplient, les assistés sociaux croissent en nombre et les établissements canadiens-français ferment leurs portes.

En 1970, l'achat préférentiel de \$1 milliard de produits fabriqués par des Canadiens-Français donnerait de

l'emploi à 50 000 travailleurs. Pour atteindre cette conversion du pouvoir d'achat, le C.E.E. s'adresse particulièrement aux institutions gouvernementales, municipales, scolaires et religieuses. Ces centres de décisions sont facilement accessibles et peuvent comprendre la gravité des dangers sociaux qui menacent le Québec. Aux activités institutionnelles, le C.E.E. joint la poursuite d'une campagne populaire d'éducation économique.

Pouvoir d'épargne

Le deuxième objectif du C.E.E. réside en la ressaisie et en la mobilisation de l'épargne populaire. Les Canadiens-Français ont confié près de \$20 milliards d'épargnes à des institutions étrangères : banques, compagnies de placement, compagnies d'assurance-vie et générales, sociétés de fiducie, de fonds mutuels, d'épargne et de crédit. Ces étrangers administrent nos épargnes à leurs profits et dans le sens de leurs intérêts personnels et collectifs. Lorsque les économies d'une région, d'une province ou d'une communauté ethnique sont canalisées vers d'autres territoires ou vers d'autres groupes ethniques, il en résulte l'appauvrissement du milieu des épargnants et l'enrichissement des administrateurs étrangers. Il devient urgent de voir l'épargne populaire être gérée par des centres de décisions qui l'utiliseront dans le sens des intérêts communautaires.

L'accomplissement de ce vœu dépend de la volonté de chaque institution financière. Les rencontres avec des dirigeants du monde financier laissent entrevoir des réformes radicales, en certains secteurs. La ressaisie de l'épargne populaire doit profiter à toute la communauté. Aussi, nous entendons déployer toutes nos énergies à la coordination des capitaux, afin qu'ils servent à la réalisation de projets utiles aux hommes et à la société. Conjointement, nos institutions canadiennes-françaises sont capables de répondre aux besoins et aux exigences du Québec; individuellement, elles demeurent faibles et sans perspectives d'avenir.

L'entreprise canadienne-française

Le troisième objectif du C.E.E. vise au développement de l'entreprise canadienne-française. Il va de soi que l'achat massif de nos produits grandirait la taille de nos entreprises. Le recours à la technologie moderne et la recherche scientifique activeraient davantage le développement industriel et commercial. L'association et la coordination des hommes, des capitaux et des entreprises demeurent toutefois prioritaires et urgentes. Mais sans le concours populaire, il devient impensable d'accomplir les transformations nécessaires et de provoquer les réformes indispensables.

Les capitaux étrangers

Le quatrième objectif du C.E.E. veut situer l'intervention du capital étranger dans le rôle qui doit lui être dévolu. Il est illogique que les Québécois paient les Américains pour qu'ils nous achètent. Les subventions à l'implantation de nouvelles industries doivent d'abord favoriser les capitaux nationaux. L'apport et la venue de techniciens, de spécialistes, d'experts et d'administrateurs étrangers peuvent nous être plus bénéfiques que la seule venue de capitaux étrangers. Les stages de nombreux Québécois dans de grandes entreprises américaines ou autres peuvent revaloriser notre capital humain et le rendre capable de mieux utiliser le capital argent du Québec.

Le marché extérieur

Le cinquième objectif du C.E.E. consiste à promouvoir la spécialisation de l'industrie canadienne-française à la demande des marchés extérieurs. Le financement des surplus de production représente un investissement non lucratif. Désormais, il faut tenir compte des limitations du marché local. Avant de déterminer la production, il faut analyser la concurrence des produits étrangers et rechercher les besoins du marché international. Cette analyse nous fera connaître les secteurs industriels à développer de préférence à d'autres.

Conclusions

Ces trois derniers objectifs doivent faire l'objet de recherches scientifiques. La population doit participer à la conception des priorités majeures du développement économique. Au dialogue qui débute, le C.E.E. invite les industriels, les commerçants et les financiers. D'ici le 1er juin, plus de 60 réunions convieront les hommes d'affaires à la réflexion concrète, à la détermination nécessaire et à l'action vitale.

Car les jeunes n'accepteront plus longtemps l'héritage de la pauvreté. Les hommes de notre génération ont pu affirmer qu'un peuple pauvre demeurerait un peuple faible. Ils ont pu déplorer que la culture d'une nation qui vit sous la tutelle économique de l'étranger était une culture prolétaire. Ils ont dénoncé l'infériorité matérielle de notre collectivité dont l'aboutissement consiste en l'organisation d'une vie sociale médiocre et d'une vie politique dépendante.

Mais les jeunes semblent ne plus vouloir se limiter à de tels jugements d'intellectuels. Ils n'accepteront plus les conditions de vassalité qui mettent en graves dangers la réussite de leurs carrières et le développement du Québec. Pendant que la lucidité peut encore nous guider, efforçons-nous de bâtir véritablement une société où « le genre de vie qu'ils mènent, c'est en plein le genre de vie qu'ils aiment ».

Le président et
directeur général,
ROSAIRE MORIN



Jorge Volio (1882-1955)

par Jean Genest

En février 1969, profitant d'une mine de renseignements oraux et écrits, j'ai écrit pour les lecteurs de L'ACTION NATIONALE une assez longue étude sur Camilo Torrès, ce prêtre et ce guérillero de Colombie, que plusieurs voudraient transformer en chevalier de légende.

Cet article intéressa beaucoup de gens pour des raisons diverses. En particulier il attira l'attention de Mlle Marina Volio Brenes, avocat de San José, Costa Rica, qui préparait une thèse sur « Jorge Volio et le parti réformiste de Costa Rica », en vue de sa maîtrise en histoire ⁽¹⁾.

Elle m'envoya une copie de sa thèse, fruit d'un grand travail, au style dépouillé, d'esprit vraiment universitaire et d'une documentation remarquable. Son investigation lui permet de mettre en valeur des documents ignorés et de nous présenter la personnalité si attachante de Jorge Volio comme celle d'un grand protagoniste dans la lutte pour la justice sociale en Amérique centrale.

Grâce à cette thèse et à quelques détails obtenus d'autres sources, je puis aujourd'hui présenter la personnalité de Jorge Volio, comme celle d'un lutteur qui découvre en son corps et en son esprit tous les problè-

1. Nos remerciements les plus sincères à Mlle Marina Volio Brenes et nos félicitations pour ce travail magistral qu'elle a mené à bon terme. L'Université de Costa Rica s'honore et acquiert une renommée internationale par la présentation de thèses de cette qualité.

mes d'Amérique latine et qui les vit avec un style et une grandeur d'âme tout à fait rares. Incompris durant sa vie, il acquiert aujourd'hui une renommée qui dépasse beaucoup les frontières de Costa Rica, pays si sympathique et si beau à visiter. Il devient une figure de proue, une figure classique de ces *leaders* qui, au vingtième siècle, se levèrent ici et là au secours des masses et cherchèrent les solutions à l'étouffante situation qui les écrase. Ces chevaliers d'idéal, ces réformateurs, prennent figure de héros à juste titre. Jorge Volio a le mérite d'avoir été l'un des premiers réformateurs et d'avoir indiqué la route aux autres. A suivre les différentes péripéties de sa vie nous verrons mieux la psychologie et les problèmes d'un continent tout entier. A mieux le connaître puisse-t-il nous devenir plus proche, plus vrai, plus amical.

I — QUI EST JORGE VOLIO ?

1 — Sa jeunesse

Jorge Volio naquit le 26 août 1882, à Cartago, ancienne capitale de Costa Rica, située dans une vallée au pied d'une chaîne de montagnes. Tout le monde y vivait de l'agriculture et de quelques petits commerces. Vie tranquille, troublée seulement par des tremblements de terre comme celui de 1910 qui anéantit pratiquement la ville. Elle se trouve à une quinzaine de milles de San José, capitale actuelle.

Il est le quatorzième enfant d'une famille qui en comptera quinze. Son père Don Carlos Volio Llorente et sa mère Matilde Jimenez Oreamuno représentent bien cette aristocratie des vieilles familles qui sont à l'aise, sans être riches, qui possèdent des principes religieux et qui croient dans la meilleure éducation pour leurs enfants. Hélas, les fils ne vivront pas vieux; quatre mourront en bas âge et en 1923 il ne restera plus à Jorge que ses frères Arturo et Claudio. Le plus vieux

deviendra Jésuite et mourra en Californie en 1910, deux furent avocats, un médecin, Claudio devint évêque au Honduras, Arturo devint président de la Chambre législative, bref une famille remarquable par la variété des carrières, par l'ouverture aux idées et par le souci de jouer un rôle social dans le pays. C'est dans cette ambiance familiale que grandit Jorge. Les caractères forts s'y forment dans une vie patriarcale où le travail quotidien et la vie chrétienne sont intimement mêlés.

Ses études élémentaires et secondaires, il les poursuit dans des écoles privées ou publiques car, très vif de tempérament, il fut probablement obligé de changer plusieurs fois de maîtres et d'école. Il ira au Colegio San Luis Gonzaga puis au Liceo de Costa Rica où il obtiendra son baccalauréat le 8 janvier 1901. Déjà on peut lire dans son journal intime ses préoccupations philosophiques et religieuses. Il aimait l'étude. Il aimait l'action. Il aimait commander. Il fonde en 1900, à 17 ans, la *Sociedad El Taburete* où, trois fois la semaine, on parlera de sujets de philosophie, de religion et de littérature. Vitalité remarquable dans une ville aussi tranquille que la Cartago du temps. Il se préoccupa aussi, je ne sais sous quelle influence, de pourvoir avec quelques amis à l'instruction religieuse et morale du peuple, d'expliquer aux petites gens le catéchisme et l'Évangile. Cela leur paraissait une action éminemment apostolique car venaient d'arriver quelques pasteurs protestants envoyés à Cartago par la *Biblical Society of London*. Face à cette invasion imprévue, il se cabre comme patriote, catholique et militant, et fonde *La Jeunesse catholique de Cartago*. On y discute passionnément des conséquences pour Costa Rica de cette invasion étrangère à la culture de l'Amérique latine. Cette Association imposait une heure d'adoration devant le Saint Sacrement, chaque jeudi. C'est probablement là que mûrit sa vocation sacerdotale. Mais en terminant ses études secondaires, son père l'envoya travailler à la grande ferme familiale où il apprit le travail des mains, le petit peuple des fermiers et des *peones*. Il en profite pour contempler la nature,

lire ses auteurs favoris : Lamennais, Chateaubriand, Daudet, Dostoyevski, Virgile, Aristote, Platon, Spencer, etc.

A vingt ans il entre comme collaborateur au nouveau journal qui vient de paraître, le 16 septembre 1902, *La Justicia Social* et qui durera jusqu'au 29 avril 1904. C'est là pour la première fois qu'il prend fait et cause pour la justice sociale, qu'il découvre ce qu'est la masse humaine et ses besoins fondamentaux. Pour lui le triomphe de la justice sociale c'est le triomphe du christianisme. Les jeunes du journal ne craignent pas d'attaquer les puissants, les idées libérales du temps. Il y a des anticléricaux, il y a des francs-maçons en place que ces attaques des jeunes commencent à inquiéter : y a-t-il là un commencement d'opposition politique ? Il n'en fallait pas plus pour que le journal devînt non seulement un journal d'opinions mais surtout un journal de combat. Ardent, fougueux, Jorge Volio prend part, suit les événements de France où l'ex-séminariste Emile Combes, en arrive à lutter pour la séparation de l'Église et de l'État et à imposer les écoles neutres à toute la France, pas tellement neutres qu'anticléricales.

2 — À Louvain

Sa vocation au sacerdoce se précisait. Grâce à sa famille et à son frère Claudio qui l'avait précédé, il part pour la Belgique, vers l'Université de Louvain, où il poursuivra les études de philosophie et de théologie au Séminaire Léon XIII.

Il restera sept ans en Europe, soit du 2 mai 1903 au 9 mai 1910. A son retour il débarquera à Puerto Limon, petit port de Costa Rica sur la côte atlantique, et il y apprendra qu'un tremblement de terre a pratiquement détruit sa ville natale, Cartago, et que sa famille a dû se transporter, avec ce qu'elle put sauver des ruines, à Alajuela située à une quinzaine de milles au nord de la capitale San José. Son frère Claudio y séjournait comme curé de la paroisse. Avant ces événements, suivons-le à l'Université de Louvain.

Il étudiera aussi à l'Université de Fribourg et à l'Université de Paris mais c'est Louvain qui le marqua davantage. Louvain était, à cette époque un centre en pleine fermentation de la pensée catholique. En philosophie les étudiants connaissaient le renouveau des études thomistes. En sociologie, ils vivent intensément les grands remous dus à l'encyclique *Rerum Novarum* publiée par Léon XIII en 1891. Le cardinal Mercier qui dirige les destinées de la Belgique catholique imprime au jeune clergé une impulsion pour l'action intellectuelle, vraiment remarquable.

En février 1906, à vingt-trois ans, Jorge Volio reçoit à l'Institut supérieur de philosophie, de Louvain, sa licence en philosophie, *magna cum laude*.

Puis commencent les études de théologie. Il est ordonné prêtre le 25 juillet 1909 dans la chapelle des Missionnaires de Sheut. Il terminera d'excellentes études en 1910 et reviendra au pays. Il aurait pu chercher un doctorat en théologie mais la mort a frappé une personne qui lui est chère et la nostalgie du pays lointain le prend aux entrailles. Il décide de laisser l'Europe.

L'expérience européenne vécue durant sept années l'a ouvert à toutes les idées du continent. Il rêve de créer à Costa Rica une université catholique d'un niveau intellectuel aussi élevé que celui de Louvain ou de Fribourg. Pourquoi Cartago ne deviendrait-elle pas un Fribourg ? Il dévore Lamennais dont il partage l'idéal démocratique et la généreuse inclination à aller au peuple avant tout. La condamnation romaine n'a pas de sens, dit-il. Il s'enthousiasme pour Léon Tolstoï et la répartition de ses terres aux moujiks. Il refait toute son histoire avec le célèbre Père Mandonnet comme professeur. Il apprend de lui la rigueur de la méthode scientifique et l'esprit de discernement dans les motivations qui dirigent les hommes de l'histoire.

Bien au-delà de toutes ces études, il pense à Costa Rica. Il va faire partie d'une Église bien réduite en nombre, bien en marge de la marche du monde. Ne faudrait-il

pas apporter de grandes transformations à l'Église de Costa Rica, la faire entrer dans le courant des transformations sociales ? Par Costa Rica gagner toute l'Amérique latine. Que Costa Rica devienne comme un modèle pour le continent tout entier. Pour cela il faudrait un clergé intelligent, bien ouvert, pas seulement sensibilisé au culte mais aussi et surtout aux questions sociales, affamé de justice et de charité pour le peuple. Les pauvres, les petites gens, les colons doivent savoir que le prêtre est leur ami. Bien davantage il faudrait alerter les économistes, les sociologues, les politiciens à l'importance des grands problèmes sociaux et économiques de l'Amérique latine. On le voit : la fermentation intellectuelle et apostolique de toutes ses rencontres et de toutes ses recherches intellectuelles révèle une intelligence très riche et un goût de l'action fait d'absolu et de don total de soi : « J'ai passé sept ans en Europe, les meilleures de ma jeunesse, comme intensité de vie intellectuelle, sociale et artistique. J'ai connu l'Espagne, la France, la Belgique, la Suisse et l'Allemagne du sud. J'ai été en contact avec les hommes les plus remarquables de cette époque et avec les courants idéologiques d'alors. »

3 — Le retour

Comment sa patrie va-t-elle le recevoir ? Il sait très bien que, grâce à son exceptionnelle formation, il est mieux préparé que la plupart de ses confrères dans le sacerdoce. Enseignera-t-il au Séminaire et donnera-t-il ses énergies à la préparation de jeunes prêtres pour la rénovation de tout le pays ? Se consacrera-t-il à une action sociale catholique ? Ce serait un rêve. Jorge Volio n'avait oublié, semble-t-il, qu'une seule chose : l'Église de Costa Rica le voyait revenir avec joie, certes, mais aussi avec une certaine défiance. Ces jeunes-retour-d'Europe n'ont-ils pas des idées peu adaptées au pays ? N'ont-ils pas perdu contact ? Leur expérience est assez courte. Ne faut-il pas contrôler leur valeur ? On verra mieux leur valeur réelle après quelques années

d'obéissance et d'humble service paroissial ! Pour un jeune prêtre aussi idéaliste que Jorge Volio, aussi impatient d'action, c'était le brusquer et quasi le détruire. Sans aucun dialogue, avec sympathie, avec curiosité aussi, l'archevêque de Costa Rica, Mgr Stork, le nomme curé de la paroisse de Notre-Dame-du-Carmel à Hérédia, située entre Alajuela où s'est réfugiée sa famille et San José où l'archevêque pourra garder un oeil paternel sur ce nouveau prêtre aux idées de réformateur.

La déception est grande pour Jorge Volio. Encore la politique de boucher-des-trous. On l'enfouit dans une petite paroisse, sans horizon. Un intellectuel s'y désespérerait. Toute sa préparation littéraire, scientifique et culturelle lui paraît bien perdue en ce petit coin pastoral. Désorienté, désillusionné, il accepte. Ses forces vives vont-elles connaître par cette épreuve, bien de son temps et pas tout à fait intelligente, une érosion fatale ?

Un événement va contribuer à le troubler grandement et à troubler davantage les autorités. En novembre 1910, Léon Tolstoï meurt. Auteur de *Anna Karénine*, de *Guerre et Paix*, *Résurrection*, il avait enthousiasmé Jorge Volio durant ses études à cause de sa profonde humanité et de son christianisme si proche du peuple. Le dimanche suivant, il monte donc dans la chaire de Saint-François-de-Paul et demande aux fidèles de prier pour le repos de l'âme « de notre frère Tolstoï ». Le clergé devient subitement inquiet. Les autorités se félicitent d'avoir temporisé avec ce rénovateur : a-t-il le jugement nécessaire ? L'évêque Mgr Stork lui demande de lui envoyer son texte. En le lui envoyant Jorge Volio lui écrit qu'il est prêt à prêcher de nouveau son panégyrique, qu'il aurait aimé que soient récitées des prières dans toutes les églises du monde en faveur de Tolstoï car « il a aimé la vérité, il a aimé la beauté, il a aimé l'intelligence mais par dessus tout il a aimé la bonté ». Les autorités n'aiment pas beaucoup ce ton ni cette suspecte désinvolture. Elles voient en Tolstoï plutôt la part d'anarchie, de modernisme chez lui bien plus que son message. D'ailleurs

combien avaient lu Tolstoï dans le Costa Rica de 1910 ? Le louer en chaire, c'est osé, c'est manquer de jugement. Incartade qui augurait mal.

Plus son stage de curé se prolongeait, plus Jorge Volio craignait que la paresse intellectuelle s'emparât de lui. Le 23 septembre 1911 il fonde une revue littéraire et sociale *La Nave* (Le Vaisseau) dont le but est de mettre en circulation les trésors des grandes idées européennes et qui peuvent nourrir des intelligences catholiques éprises de lumière. Les trois grands thèmes sont l'Église, la patrie et le peuple. On y parle d'associations ouvrières à fonder, des problèmes sociaux des petits agriculteurs.

Tout cela est bien beau et bien désintéressé mais la vie de Jorge Volio va bientôt prendre un autre chemin : celui de Nicaragua.

4 — À Nicaragua

Les sujets politiques deviennent brûlants. Le président de Costa Rica, Ricardo Jimenez Oreamuno, est un esprit libéral qui cherche à maintenir la paix dans son petit patelin. L'unité des latins d'Amérique centrale, il lui est favorable en principe mais il ne bougera pas s'il s'agit d'une rencontre frontale avec les États-Unis.

Or le Nicaragua, à la frontière du nord, connaît une véritable tourmente politique. Les partis conservateurs et libéraux sont aux prises et l'anarchie est partout. On s'y déchire entre les familles dans une guerre civile qui ne paraît pas devoir arrêter. Les États-Unis, sous prétexte de protéger la vie et les biens de leurs concitoyens, dans le but aussi de se ménager une solution de rechange au canal de Panama (une tranchée par Nicaragua créerait un canal aussi formidable que celui de Panama), et finalement à l'appel des francs-maçons nicaraguayens aux francs-maçons américains, les États-Unis envahissent le Nicaragua en débarquant le 4 août 1912, près de 2500 soldats. Toute l'Amérique centrale

garde encore rancœur de ce coup de force de l'impérialisme yankee.

Jorge Volio a trente ans. Ces événements le galvanisent, le traumatisent. Ses frères du Nicaragua perdent la liberté et la souveraineté. Tout cela à cause de l'impérialisme nord-américain. Si les États-Unis s'emparent du Nicaragua, ils pourront s'emparer de toute l'Amérique latine. Il n'y a qu'une seule solution à un tel asservissement c'est que chaque pays d'Amérique latine fasse l'union sacrée et accoure à l'aide du Nicaragua. Il proteste énergiquement auprès du gouvernement de Costa Rica de ne pas se solidariser avec « nos frères du Nicaragua ». La perte de la souveraineté est un drame terrible. Si le président de Costa Rica manque de cœur et d'idéal, lui, Jorge Volio n'en manquera pas. Il laisse donc sa cure et part vers le Nicaragua « à rougir avec son sang ce qu'il a écrit avec de l'encre ». On imagine son émotion. On imagine facilement l'émotion que ce départ souleva dans tout Costa Rica : un curé qui part au secours des frères du Nicaragua contre les Yankees. Les uns le portent aux nues. Les autorités religieuses n'en reviennent pas et parlent de décret d'excommunication pour tout prêtre qui prend les armes. Les autorités civiles craignent que ce volontaire ne provoque une crise dans les relations internationales avec les États-Unis.

Les États-Unis n'y vont d'ailleurs pas de main morte. Ils ont les armes et les soldats aguerris : ils prétendent gagner cette guerre en vitesse. Jorge Volio harangue avec passion la population. Il participe aux batailles de Santa Rosa de Léon et de Paz Centro. On le voit fusil en main lancer une attaque contre une mitrailleuse et, complet miracle, il s'en empare. Il tombe sérieusement blessé. C'est un de ses compagnons d'études à Louvain, le curé Azarias Pallais, qui le ramasse, lui offre refuge et le remet en santé. Les troupes qui l'accompagnaient, follement enthousiastes de cette menue victoire sur une troupe yankee, l'acclament *comme général* sur le champ de bataille. Le récit de ces escarmouches le

rend fameux autant au Nicaragua qu'à Costa Rica. Le sentiment de l'unité des latins d'Amérique centrale a reçu une injection de triomphalisme dont les courages avaient bien besoin. On compare le nouveau général Jorge Volio à Hidalgo, ce prêtre mexicain qui participa à la guerre d'indépendance de son pays contre les Espagnols.

Il doit revenir à Costa Rica. Le peuple l'adore. L'État joue l'indifférence. L'Église le suspend de ses fonctions. Le clergé le critique, pour irrégularité en prenant les armes. Mais non sans quelque sympathie car Mgr Stork lui-même demandera sa réhabilitation à Rome. Il répond à ses critiques dans un sermon qui indique bien le cheminement de ses pensées : « Vous entendrez des gens dire que j'ai laissé la cause du Christ pour aller défendre d'autres brebis qui ne sont pas les miennes. Il est possible aussi que, avec cette constante persécution de l'envie et des intrigues bien ourdies de mes ennemis, vous me voyiez mis de côté du service et du ministère de la sainte Église catholique. Peu importe. Ceci ne doit pas nous alarmer. Soyez certains, absolument certains, que quel que soit l'état où vous me rencontrerez et la cause que je défendrai à un moment donné, je le ferai recherchant non mon intérêt personnel mais bien l'intérêt supérieur de la Cause du Christ et de son Église... Vivre pour la grande Cause du Christ qui est la Cause de la Patrie, de la Liberté, de la Justice, du Bien, de l'intelligence. »

Tant que dure sa suspension, avec la permission de Mgr Stork, il étudie le droit. En mai 1913, il est relevé par Rome de l'irrégularité encourue et il est nommé curé de Santa Ana, à une dizaine de milles de la capitale San José. Mais une certaine tension continuait d'exister, à la fois intérieure et extérieure. Avec le consentement de son Évêque, en juillet 1915, il décida d'abandonner la fonction sacerdotale. Il avait près de trente-trois ans. Son évêque connaissait bien ce tempérament très latin de Jorge Volio : excellent prêtre comme dévouement, accordé à son peuple par la prédication

mais rebelle par le caractère et aux saillies brusques et trop franches. Il lui fallait maintenant commencer une nouvelle vie. Que lui réservait l'avenir ? Tout son être voulait se lancer dans la politique, milieu où brûlent les hommes comme Volio à la fois préparés pour la pensée et l'action. Il a des idées qu'il veut voir rayonner. Il est connu déjà du peuple qui le suivrait s'il le lui demandait. Peut-être pourrait-il être élu président de Costa-Rica ? Quelle révolution ne pourrait-il pas alors entreprendre pour le bien du peuple et de toute l'Amérique latine ? La fougue, le rêve, l'idéalisme, l'intuition du pratique, la volonté d'aller jusqu'au bout, voilà des composantes remarquables du héros d'Amérique latine.

5 — La situation politique de Costa Rica

De 1910 à 1914 le président de Costa Rica se nomme Don Ricardo Jimenez Oreamuno. C'est un grand propriétaire qui, consacré à la politique, dirige le Parti Republicain. À cette époque, un parti c'est avant tout un homme et cet homme donne le programme et le style requis au parti. On dira alors que la politique est personnaliste parce que rien n'est pensé en équipe mais tout est dirigé suivant les intuitions d'un homme. Or Don Ricardo Jimenez Oreamuno, selon la mentalité du libéralisme européen, se fait le protecteur des libertés individuelles. Son programme d'ordre et de paix donne à son gouvernement une allure patriarcale, avertie mais souple. Il n'est pas passionné par les oeuvres de justice et son programme ne cherche que vaguement à améliorer la situation des classes pauvres. N'y aurait-il pas toujours des pauvres parmi nous ? À quoi servent les riches sinon à faire la charité aux pauvres ? Ainsi doit se régler la question sociale. Aller au-delà, c'est rêver, c'est verser dans l'illuminisme. L'unité de l'Amérique centrale, il est en faveur pourvu que cela laisse tranquille la république de Costa Rica. Et surtout, ne rien faire qui puisse mécontenter les États-Unis.

De 1914 à 1918 le nouveau président sera un avocat de Hérédia, Don Alfredo Gonzalez Flores, qui avait bien

connu Jorge Volio et ses idées. À peine élu président voilà qu'il entreprend ce que les grands propriétaires terriens appellent une révolution. Son programme comprend un vaste plan de réformes économiques, un système d'impôts directs sur les revenus et sur la propriété afin que les riches et les pauvres soient taxés suivant leurs moyens. Mesures dangereuses car en Amérique centrale, en 1916, si le président ne plaît pas, on en change !

Son ministre de la Guerre est Don Federico Tinoco. Appuyé en sous-main par les oligarques, celui-ci provoque une émeute. L'armée doit intervenir. Don Federico Tinoco s'empare du gouvernement le 27 janvier 1917. Il nomme son frère, ministre de la Défense et il s'installe **comme président**. Devant l'animosité générale des gens qui l'accusent de *pronunciamento* et d'usurpation illégitime, sa présidence devient une dictature qui révèle son visage avec la suspension des droits civils des citoyens, la torture, la déportation, etc. Don Ricardo Jimenez Oremano, sollicité de faire partie du nouveau gouvernement, refuse poliment de prendre part à ce gouvernement tyrannique. On accuse la *Costa Rica Oil Corporation* d'avoir travaillé en faveur de ce régime en échange de concessions outrageuses pour la souveraineté de Costa Rica.

Jorge Volio n'avait pas attendu si longtemps pour condamner le régime Tinoco. Il le fait d'une façon si éloquente qu'il doit fuir le pays, le 1er décembre 1917, vers Panama. Là il n'a qu'un but, celui de trouver l'argent, les hommes et les armes nécessaires pour le renversement du régime dictatorial. Son action est telle qu'il gagne le représentant des États-Unis à Panama à appuyer sa demande de ne pas reconnaître le régime usurpateur des Tinoco. Succès diplomatique majeur, du moins pour le moment, dû, semble-t-il, aux suites néfastes de la conquête du Nicaragua pour la politique internationale des États-Unis.

Mais Panama refuse d'aider les émigrés en train de se transformer en guérilleros. Des espions rensei-

gnent Tinoco sur les préparatifs de l'invasion par Panama. Tinoco obtiendra du gouvernement des États-Unis que son représentant invite Jorge Volio à quitter Panama (ne pas oublier que le canal de Panama vient d'être terminé en 1914 par les États-Unis qui s'y sont fait concéder les terrains en bordure du canal). Si Tinoco en a plein les bras avec des soulèvements intérieurs qui éclatent à Atenas, Rio Trande, San Ramon, Escazù, Ocho-mogo, Turrialba, etc., Jorge Volio n'est pas dans une situation plus brillante. Il doit abandonner l'invasion par la frontière du sud et il gagne Corinto, port de mer du Nicaragua sur le Pacifique, d'où il pourrait envahir Costa Rica par le Nord. Mais Nicaragua ne veut pas avoir de difficultés avec Tinoco. Volio doit partir pour le Honduras, vers la capitale Tegucigalpa. Sans argent, sans troupes, il accepte d'enseigner à l'Institut national de Tegucigalpa comme professeur de géographie et d'histoire universelle. Toute sa vie il restera passionné par la littérature, la philosophie et l'histoire.

Ce professeur ne fait pas que préparer ses leçons, il prépare aussi son retour à Costa Rica, et par les armes. C'est en effet le seul moyen de redonner les libertés constitutionnelles à Costa Rica. Au début de 1919, il fait partie de la Junte révolutionnaire qui groupe tous les réfugiés. Il écrit un manifeste : le *Manifeste de Sapoà* par lequel il légitime la révolution sanglante devant l'usurpateur tyrannique. Puis il part en campagne avec ses compagnons. Le 8 mai, escarmouches. Le 26 mai, autres rencontres et les troupes de Tinoco gagnent sur toute la ligne. Les révolutionnaires, mal armés, sont abattus ou doivent fuir avant d'être cernés.

Tout n'est pas perdu. Pendant que l'armée de Tinoco est à la frontière, l'opposition des citoyens grandit à San José : le journal officiel est brûlé, le ministre de la Défense, frère du président, est assassiné. Le consul des États-Unis à Costa Rica intervient pour protéger les intérêts américains. On trouve un ex-vice-président auquel on confie la tâche de préparer les élections. Tinoco fuit. Les révolutionnaires, ne rencontrant plus d'obsta-

cles, arrivent à San José, la capitale, où ils reçoivent une apothéose. L'ordre constitutionnel est rétabli et la liberté retrouvée. Jorge Volio appuie la candidature de Julio Acosta, à la présidence. Il se trompe lourdement sur le compte de cet homme car celui-ci, loin d'adopter un programme de justice sociale, se consacre à refaire l'union de la nation et incorpore à son cabinet quelques participants du gouvernement odieux des Tinoco. Le 24 mai 1920, à 37 ans, Jorge Volio est nommé par le Congrès de la République, général de division des milices.

6 — Vers les élections de 1923

En 1920, Costa Rica compte environ 485,000 habitants. Chose curieuse, ce pays ne connaît pas de mélanges de races. Il n'y a pas de descendants d'Aztèques ou de Mayas venus du Nord ou d'Incas et de Quéchouas venus du Sud. Pourtant le pays est très beau, très doux, très riche en pâturages et en terres cultivables. Des volcans le secouent de temps en temps mais pas plus souvent que les autres pays d'Amérique centrale, comme le Salvador par exemple. Il n'y a pas eu d'immigration noire. Ainsi Costa Rica possède une population blanche, formée de quelques grandes familles, sans secousses historiques, où les gens ont appris que leur pays était indépendant de l'Espagne par les nouvelles venues du Mexique et de Guatemala. Le pays ne possédait pas, non plus, une classe ouvrière ou une classe de chômeurs de la terre, qu'il vaille la peine de signaler. C'est un pays qui peut très bien nourrir 500,000 personnes. Évidemment, il y a des pauvres, il y a des riches. Ne faut-il pas affronter le problème aujourd'hui même avant qu'il ne soit trop tard et que les excès n'aient jeté le pays dans des troubles dangereux ? C'est là qu'apparaît l'homme de vision qu'est Jorge Volio. Prophète en avant de son temps.

Cinquante pour cent des exportations de Costa Rica, en 1920, sont représentées par le café qui rapporte près de \$57,000,000 de pesos. Excellent revenu national pour

une si petite population. Mais Costa Rica avait participé à la Première Guerre Mondiale et les problèmes sociaux commençaient à prendre corps et l'instruction obligatoire exigeait des dépenses toujours plus élevées. Éduquer ne suffit pas, il faut créer un milieu économique où chacun puisse avoir sa part des biens terrestres, sans qu'il y ait exploitation des pauvres en moyens et en intelligence, par ceux qui sont mieux pourvus ou trop habiles.

Jorge Volio a pu rétablir sa santé et mettre au point un plan d'ensemble des réformes nécessaires. En 1922 le parti régionaliste indépendant de San Ramón lui offre de l'élire comme représentant au Congrès de San José. Son frère Arturo était alors président du Congrès. Jorge Volio accepte. Il y attaque les riches. Sa famille, ou ce qui lui en restait, surtout son frère Arturo, s'oppose à ses idées dites « révolutionnaires ». Mais très vite, Jorge Volio devient le porte-parole des ouvriers et des petits. On le trouve extrémiste. On rappelle son passé. Mais on l'écoute. Il réunit autour de lui plusieurs personnes qui participent à la fois de son idéalisme et de son réalisme. La fonction de la politique ne consiste-t-elle pas à traduire des idées en actes et en lois ?

Le 23 janvier 1923, Jorge Volio fonde le Parti Réformiste. La Confédération générale des travailleurs présente sa candidature comme président pour la période 1924-1928. Le nouveau parti a quatre mois pour préparer les élections. Jorge Volio a quarante ans. Il est en pleine maturité. Le voici à la tête d'un parti qui va connaître une histoire remuante et dont l'influence s'inscrira tôt ou tard dans toute la législation costaricaine. Le parti durera dix ans, soit de 1923 à 1933. Les péripéties, de plus en plus palpitantes, sont comme un résumé de toutes les crises généreuses qui se produisent en Amérique latine. Bien avant Ché Guévara ou Camilo Torrès, Jorge Volio a vécu les grands problèmes sociaux de l'Amérique latine et a voulu leur apporter une solution. Ce prêtre s'est fait guérillero et aujourd'hui il devient chef d'un parti politique, candidat à la présidence de

son pays au nom d'un idéal que les autres trouvent extrémiste, loufoque ou que sais-je. Mais Jorge Volio est très connu. On le compare à Bolivar, libérateur de la Colombie. Que va-t-il arriver ? Le moins que l'on puisse dire c'est que la politique tranquille de Costa Rica va connaître des remous et des turbulences qui ne laisseront personne indifférent.

Il n'y a pas de parti doctrinaire à Costa Rica. Un parti politique c'est un groupe d'amis autour d'un chef qui cherche à s'emparer du pouvoir et à répartir les postes lucratifs entre les clairvoyants qui l'ont bien secondé. Mais en 1923 il en va autrement. Il y a d'abord le *Parti Agricole* formé des riches propriétaires de plantations et des industriels du pays. Son programme propose le développement économique du pays par le progrès de l'agriculture et de l'élevage. Il y a le *Parti Républicain* qui est en faveur du *statu quo* et qui aura pour chef Don Ricardo Jimenez, habile manoeuvrier, volontiers anticlérical. Et il y a le *Parti Réformiste*. Les trois évêques de Costa Rica, pour prévenir les faux pas, demandent à tous les prêtres de s'abstenir de toute intervention dans la lutte politique. Autant demander l'impossible à un prêtre de Costa Rica !

Premier coup d'éclat : le 23 février paraît à San José le programme en dix-huit points du Parti Réformiste pour ces élections présidentielles. J'ai en main une copie de ce document qui fut affiché partout et qui connut un succès formidable. Le portrait et la signature de Jorge Volio apparaissent dans le coin supérieur gauche. Bel homme, jeune, intelligent, aux traits fins, genre avocat plus que genre ouvrier. Bouche bien dessinée capable d'efforts extraordinaires pour porter ses convictions au peuple. Regard droit. Front ferme et bien dégagé : un homme qui couve un feu intérieur que rien ne fera reculer. Homme sympathique. Que contient ce fameux programme qui enfiévrera le pays ? On peut résumer les dix-huit points ainsi :

- 1) aussitôt élu au pouvoir le parti devra modifier la constitution et la mettre en accord avec les besoins

- sociaux modernes, (cet article deviendra réalité en 1970);
- 2) reconnaître le référendum comme moyen d'inviter le peuple à participer au gouvernement du pays;
 - 3) adopter des lois sur les accidents de travail, sur le logement salubre, sur la formation des sociétés coopératives, sur les centres de culture populaire à travers tout le pays;
 - 4) fin au centralisme de l'État par plus d'autonomie accordée aux municipalités;
 - 5) tout étranger, après deux ans de séjour, devient citoyen à part entière (*ceci pour favoriser l'unité entre les citoyens d'Amérique centrale*);
 - 6) modifier le système pénal et éduquer les délinquants;
 - 7) nationaliser les richesses du sous-sol national et toutes les richesses naturelles qui ne sont pas encore distribuées;
 - 8) toute entreprise étrangère qui viendra s'installer à Costa Rica, sera considérée comme costaricaine, sans qu'elle puisse invoquer la protection d'une autre nationalité;
 - 9) une loi agraire sur la division des propriétés et limitation aux accaparements exagérés des terres;
 - 10) remise à l'État de toute terre en friche depuis quinze ans;
 - 11) expropriation gratuite des terrains requis pour le passage des routes et des voies de chemin de fer d'intérêt public;
 - 12) réforme fiscale par l'introduction des impôts directs sur les revenus et les propriétés;
 - 13) extinction de la dette publique et interdiction d'en contracter d'autres;
 - 14) solution honorable au problème des frontières avec Panama;

- 15) loi pour préparer les fonctionnaires de l'État à une administration compétente et indépendante de la politique;
- 16) enseignement secondaire obligatoire pour tous; création d'une Université nationale; soin particulier apporté à l'éducation rurale, aux écoles d'agriculture, d'arts et métiers;
- 17) respect absolu de la conscience religieuse;
- 18) pas de fusion ni de pacte avec aucun autre parti politique étranger à ces principes.

Le Parti Réformiste se présente donc avec un programme anti-impérialiste, fortement nationaliste, profondément imbu de démocratie, plein d'idées nouvelles depuis l'importance des technocrates au service du gouvernement jusqu'au prolongement de l'éducation secondaire pour tous. Aujourd'hui ce programme ne paraît comporter rien de révolutionnaire. Mais alors et à Costa Rica, il violentait bien des intérêts. Même un évêque ne pourra résister à l'attaquer. Que dire des adversaires politiques ! Mais le peuple *sentait* que ce programme était en sa faveur, dirigé vers la mise en valeur de l'intelligence, des ressources nationales et de la répartition des richesses. Jorge Volio croit que c'est là du christianisme en action. Nous dirions : une démocratie sociale chrétienne. Ce programme, en la majeure partie de ses articles, était vingt à trente ans en avance sur le Canada. Il est beaucoup mieux pensé et plus équilibré que le Manifeste présenté en 1965, à Médellin, par Camilo Torrès. Jorge Volio offre plus de maturité.

7 — Les élections de 1923 et ses conséquences

Le programme clair, les hommes sans le sou et pleins de feu font de cette élection une campagne d'éducation populaire peu ordinaire. Les vieux partis doivent rajuster leur tir. Il y a des représentants des trois partis qui parlent partout à la fois. Le pays s'enfièvre, certain qu'à cette élection se joue son avenir. Le Parti Réfor-

miste doit multiplier ses efforts car il affronte à la fois la coalition de l'argent, des pouvoirs publics et d'une partie du clergé. Il attaque le programme du Parti Agricole en disant qu'il vise les intérêts d'une classe plutôt que les intérêts de la nation. Aussi l'agressivité des uns réveille l'agressivité des autres. L'élection permet de vivre de belles heures. Jorge Volio visite les villages et les foyers de tout Costa Rica. Ses frères Arturo et Claudio, se sont enrôlés dans le Parti Républicain. Que Jorge Volio se soit séparé ainsi de ses frères, est un fait rare. Cela lui méritera les cris de Judas, Luther, Pancho Villa, etc. Il faut avoir présent à l'esprit la verveur des attaques, les fatigues inusitées de cette campagne pour comprendre ce qui va suivre. Certains riches menacent d'expulsion leurs fermiers et leurs ouvriers s'ils se montrent sympathiques à la cause de Volio. Un évêque menace d'excommunication les prêtres qui recevraient Volio dans leur presbytère. La fièvre atteint à son plus haut degré mais il n'y a pas d'échauffourées ni de pertes de vie, comme cela est si fréquent en Amérique latine. Jorge Volio a voulu une élection d'idées plutôt que d'intérêts : on se passionne mais on discute plutôt que de tirer du revolver.

Le jour de la votation, le 2 décembre 1923, arrive. Sur les 500,000 habitants, environ 90,000 ont droit de vote, c'est-à-dire les hommes de vingt-et-un ans qui savent lire et écrire. Les résultats accordent 29,238 votes à Don Ricardo Jimenez Oreamuno, chef du Parti Républicain. Le Parti Réformiste obtient 14,063 votes. Jorge Volio a perdu mais le résultat fait de lui la clé de la victoire parce que personne n'ayant obtenu la majorité absolue, c'est lui qui apportera cette majorité absolue et permettra le choix du futur président.

L'article 18 du programme exigeait que le Parti Réformiste ne s'alliât avec aucun autre parti qui n'adopterait pas ses idées. Que faire ? Personne n'avait prévu cette situation de perdant et de gagnant à la fois. Dans le Parti Réformiste il y a les durs qui ne veulent rien concéder mais il y a aussi tous les autres qui, en

ces difficultés, envoient des messages à Jorge Volio pour s'en remettre à son jugement. Un Lorenzo Cambronero, « *un furioso volista* » est si déçu de voir que son parti n'a pas obtenu la majorité absolue qu'il opère une levée d'armes dans les villages de Miramar, Esparta et San Ramón. Les forces gouvernementales mirent fin à ce soulèvement local, le 24 décembre, en s'emparant des principaux chefs. Il y a eu quelques fraudes électorales. Les esprits sont surexcités et 1924 apparaît alors que le Parti Réformiste tient encore la balance du pouvoir.

Le 28 janvier 1924, les principaux chefs du Parti Républicain et du Parti Réformiste se réunissent pour étudier les possibilités d'un accord. Évidemment Don Ricardo Jimenez Oreamuno obtiendra d'être élu président de la République de Costa Rica pour le terme de 1924-1928. Mais le Parti Républicain fait diverses concessions importantes :

- 1) Acceptation des points essentiels du programme du Parti Réformiste et attribution de deux ministères à des Réformistes;
- 2) Jorge Volio sera nommé vice-président de la République et président de la Chambre législative.

Jorge Volio ne s'intéressait que très peu aux postes qu'on lui promettait et qui signifiaient pour lui l'aisance et une influence non négligeable. Cela seul l'intéressait : l'avenir du programme des réformistes. Il développa la thèse que l'adoption du programme réformiste par le Parti Républicain était nécessaire mais que tout l'avenir dépendait des garanties que le Parti Républicain offrirait pour montrer la constance de sa bonne volonté. Tous les postes offerts n'apportaient pas cette garantie. Jorge Volio ne voyait qu'un moyen de sortir de cette impasse et c'était de confier le ministère de la Guerre aux Réformistes.

Les représentants du Parti Républicain jetèrent aussitôt les hauts cris. Il y aurait là une division des fonc-

tions qui empêcherait le président d'exercer sa charge. Ce serait la formation d'un État dans l'État. Tous les soulèvements contre le gouvernement pourraient toujours se légitimer. Bref, la proposition était inacceptable. Chacun assura Jorge Volio que le Parti Républicain était de bonne foi, que personne ne voulait le tromper et que les promesses deviendraient des faits, sans qu'il soit nécessaire de bouleverser la marche de la république. La patrie avait besoin de paix, sans elle la justice deviendrait impossible. Si Jorge Volio s'entêtait, tout était à craindre, même les émeutes dans les rues de San José, et dès le lendemain.

C'est à ce moment que Jorge Volio montra sa vraie stature. Après avoir gardé le silence pendant quelques instants, il prit la parole, dans la tension générale, en disant qu'une seule chose importait : l'adoption du programme réformiste. Tout dépendait des garanties. Les garanties doivent être plus sérieuses quand on doute de son prochain, c'est pourquoi il avait demandé le ministère de la Guerre. Mais les garanties sont encore plus sérieuses lorsqu'on s'en remet à la fois à l'honneur du futur président et à la transcendence des motifs moraux acceptés par les représentants de tout un parti. Vous avez besoin de moi pour obtenir la présidence. Je vous apporte mon concours, sans aucun marchandage de postes ou de prébendes. Mais il y va de votre honneur de garder votre promesse quant au programme réformiste, il y va de votre dignité devant l'histoire.

Moment d'émotion intense. Personne ne s'attendait à une telle attitude, à la fois fière, chevaleresque, digne de l'histoire. On s'embrassa avec émotion. Comment le pays va-t-il recevoir une telle entente ? Le Parti Agricole est en fureur. Certains Réformistes auraient préféré que leur parti s'abstînt de collaborer avec le Parti Républicain. D'autres auraient voulu plus de garanties précises et plus de postes publics. Jorge Volio doit se justifier non seulement devant ses partisans mais devant toute la nation en expliquant les motifs de sa conduite. Il a voulu respecter les décisions de la démocratie : Don

Ricardo Jimenez Oreamuno avait reçu le plus grand nombre de votes. Nous avons été les suprêmes arbitres de la nation mais nous ne pouvions pas fausser le jeu des institutions démocratiques. Attendre plus longtemps aurait été dangereux pour la paix de la République. Notre désir de la sauver nous a obligés à trouver la solution que nous avons cru la meilleure. Nous, les Réformistes nous avons obtenu une victoire morale, nous ne pouvions pas la ternir en ne trouvant pas une solution honorable et droite. Nous avons fait notre devoir car le nouveau Président a accepté tout l'essentiel de notre programme et de gouverner avec l'appui du parti Réformiste. Tout ce que nous avons fait, nous l'avons fait pour la Patrie. J'ai si peu soif d'honneurs et d'avantages qu'à la prochaine convention du Parti Réformiste, je me propose de démissionner comme chef, ne demeurant que simple soldat de la cause qui nous a tous réunis dans un même élan.

Un certain José Maria Zeledon, l'attaque le 10 février dans le *Diario del Comercio* et met en doute sa bonne foi. Jorge Volio ne perd pas de temps, il lui envoie une mise en demeure : l'honneur doit être réparé par un duel. Zeledon se rappelle qu'il a affaire à un général qui a beaucoup tiré durant sa vie, alors... il envoie une rétractation et se retire.

Le point principal devra bientôt être éclairé. Il est vrai qu'en échange de son élection comme président, Don Ricardo Jimenez Oreamuno a promis d'accepter les points essentiels du Parti Réformiste, mais quels sont ces points essentiels ? Personne ne peut rester dans le vague s'il veut conduire son pays honnêtement. Les comptes clairs font les bons amis. Don Ricardo Jimenez est un homme d'État éprouvé, habile, généralement honnête mais Jorge Volio est un curieux idéaliste : il s'en remet complètement à Don Ricardo Jimenez pour l'accomplissement de ses promesses. Mais quelles promesses précises ? On dirait Sancho Pança et Don Quichotte qui se rencontrent.

Dans une lettre du 15 février 1924, Jorge Volio signale comme essentiels les articles 3, 6, 7, 9, 10, 12, 15, 16 et 17 du programme. C'est tout l'aspect social mais il y a là quelques articles qui vont de nouveau soulever tout le parti Agricole et les riches *hacenderos*, lesquels ont recueilli 25,758 votes sur 69,059. C'est un point à se rappeler. Don Ricardo Jimenez Oreamuno donne à entendre qu'il est plein de bonne volonté mais qu'il n'a rien signé, qu'il ne veut pas de marchandage. Il est en faveur de la nationalisation des richesses naturelles et des cours d'eau dont le débit pourrait servir à l'électrification du pays. Cependant la division des terres pose des problèmes. Ou le gouvernement s'empare des terres et alors il vole les propriétaires ou il les achète mais où va-t-il se procurer l'argent ? Tant qu'aux autres points, en autant que ce sera possible, il y apportera sa collaboration.

Don Ricardo Jimenez Oreamuno multiplie les affirmations : il est libre, il n'y a aucun compromis entre lui et Jorge Volio. D'ailleurs Jorge Volio, homme éminent et esprit si élevé, ne pourrait accepter aucun marchandage. On le voit, il prenait ses distances. Jorge Volio se voit-il roulé ? Il avait mis comme condition à l'élection de Don Ricardo Jimenez l'accomplissement des points essentiels de son programme. Maintenant que Don Ricardo Jimenez est élu, que va-t-il rester de ses promesses ? Jorge Volio a placé ses garanties sur l'honneur du nouveau président élu. Que vaudront ces garanties morales, prises devant la nation, dans un mois, dans le tourbillon des intérêts que Don Ricardo Jimenez Oreamuno devra affronter. Vieux routier de la politique, celui-ci ne voudra rien affronter pour ne rien briser mais il cherchera à contourner et à s'exécuter avec les plus grands ménagements de l'opinion des *gens qui comptent*.

Le chemin choisi par Jorge Volio fut certes le plus noble; fut-il le plus sûr ? Il est certain qu'avec le recul historique, nous pouvons savoir que les garanties furent nulles et que le Parti Réformiste ne se relèvera pas

facilement de s'être engagé de cette façon imprécise. Le Parti Agricole, lui, est mécontent d'être le perdant de toute l'affaire et il menace d'en appeler aux États-Unis si on ostracise ses membres, de quelque façon que ce soit. Don Ricardo Jimenez voit la menace : s'il exproprie des terres ou nationalise les bouts de terres nécessaires aux grandes routes nationales sans dédommagement, il risque de toucher à des intérêts qui préféreraient l'émeute et l'appel aux États-Unis, comme le Nicaragua d'hier. La situation n'est pas rose et Jorge Volio fatigué, inquiet, voit toutes ses réformes mises en question et sa vie arrivée dans une impasse. Il a voulu la révolution par les moyens légaux. Faudra-t-il prendre les armes pour obtenir ce qui a été promis ? Ce sera le chemin choisi par Camilo Torrès mais Jorge Volio a trop parlé de paix et de justice pour lancer sa patrie dans les déchirements d'une guerre civile. Têtu, il foncera et prendra tous les moyens légaux à sa disposition. Il jouera le jeu. Il donne le mot d'ordre à ses partisans : « Rien qui irait contre l'ordre public ! »

Le 1er mai 1924, Don Ricardo Jimenez Oreamuno est élu président avec 27 votes. La session commence. On discute du Code Pénal. Jorge Volio demande qu'on le réforme et qu'on permette le droit à la grève. C'est un droit de l'homme. La répression policière des grèves ne fait qu'aggraver le problème social. « Je ne suis pas un homme mauvais mais franchement, si un briseur de grève se présentait, je ne sais si je pourrais me retenir de lui briser la tête ! »

On donne le ministère des Travaux publics et celui de l'Éducation à deux membres du Parti Réformiste. Le discours inaugural annonce plusieurs mesures tirées du programme réformiste : l'impôt direct sur les propriétés et sur les revenus, l'aide aux petits fermiers, la répartition des terres abandonnées, création d'écoles d'arts et métiers, ouverture de chemins, d'écoles, de dispensaires, vote secret aux élections, suffrage féminin, etc. Vraiment l'accent est mis sur des questions sociales.

Dans la pratique, Jorge Volio, vice-président de la République, devient impatient. Il attaque durement le gouvernement. Il surveille les dépenses de l'État. Il l'accuse de détournements. Il en a contre les ministres réformistes parce qu'ils ne vont pas assez vite, assez loin, dans les réformes. Bref, il constitue à lui seul une opposition par trop originale qui indispose même ses meilleurs amis. Il se met si souvent en colère qu'autour de lui on commence à soupçonner une fatigue psychologique excessive. L'année 1923 et 1924 l'ont porté au bout de ses forces. Il a eu des décisions difficiles à prendre où un esprit noble et nerveux comme lui s'épuise facilement. Il a été attaqué par sa famille, ses ennemis. On lui a jeté comme injure suprême qu'il était un ex-prêtre. Bref c'est tout le passé, c'est tout le présent, c'est l'inquiétude de manquer « sa réforme » qui pèse sur lui. Il lui faudrait du repos. Il croirait manquer à son devoir que de s'accorder une minute de répit.

Dans cette situation politique et psychologique, le problème du Nicaragua revient sur le tapis : ce pays se débat dans des crises aiguës. Costa Rica doit-il aider à la restauration du gouvernement légitime ? C'est un thème cher au cœur de Jorge Volio, celui du gouvernement démocratique des peuples, celui de l'unité de l'Amérique centrale. L'orateur est à son meilleur mais ce que l'éloquence gagne en émotion, le sens politique y perd en réalisme. En terminant son discours, Jorge Volio annonce que si les membres de la Chambre législative ne veulent pas aider « nos » frères du Nicaragua, lui, il ne les abandonnera pas, il ira aider le gouvernement légitime de Nicaragua contre des pirates et des gens soumis à l'influence yankee.

Don Ricardo Jimenez Oreamuno, qui a le sens politique, voit dans cette mise en demeure le moyen de faire disparaître du panorama politique un allié vraiment encombrant. Il envoie au commandant militaire de Liberia, ville par où devra passer Volio en chemin vers Nicaragua, le télégramme suivant : « Le Général Volio part aujourd'hui de San José vers le Nicaragua avec des intentions

révolutionnaires. Le Général n'a pas tous ses moyens et pour cela il ne cesse d'être dangereux. Quand il passera par Liberia, arrêtez ses compagnons pour violation de la neutralité costaricaine et quant au Général, laissez le passer avec un ou deux compagnons. » Télégramme habile par lequel Costa Rica montrait ses intentions de neutralité. Nicaragua ne pourrait jamais l'accuser de s'être immiscé dans les problèmes intérieurs. Mais en même temps le président de Costa Rica se débarrassait du Général Volio.

Un point sur lequel Don Ricardo Jimenez ne se trompait pas : le Général Volio fait une dépression nerveuse. Ses impatiences sont nombreuses. Ses paroles dépassent la normale. Ses actes paraissent d'un homme poussé à bout et qui ne se contrôle plus. Les faits se succèdent d'une façon vertigineuse. Volio arrive à Liberia. Les troupes veulent l'arrêter. On semble n'avoir pas prévu que Volio ne se laisserait pas faire. Il ne se rendra qu'après avoir tiré toutes les balles à sa disposition. Malgré son titre de vice-président de Costa Rica, le commandant, qui le trouve dangereux, le met en prison et là, son état aboutit à de l'exaltation. Il est épuisé physiquement et mentalement. Les témoins se regardent avec tristesse. Don Ricardo Jimenez, d'accord avec les deux frères, Arturo et Claudio, décide que vu « le délicat état de sa santé » il conviendrait de conduire Jorge Volio hors du pays. On le ramène de Liberia à San José en secret, et là, des médecins (partisans ?) diagnostiquent « une hypersensibilité nerveuse ». Grâce à un narcotique on le conduit au Port Limôn d'où il part le 1er octobre 1926, à 44 ans, vers la Belgique.

Sur le bateau, il travaille comme un simple matelot mais arrivé à Bruxelles, par l'intermédiaire du consul de Costa Rica en Belgique et sur les ordres du gouvernement de Costa Rica, on l'interne à l'asile de Fort-Jacco.

On imagine mal un chef de gouvernement comme Don Ricardo Jimenez Oreamuno se débarrassant de ses ennemis de cette façon. Il ne s'agissait que d'une dé-

pression nerveuse : quelques mois de repos auraient suffi à remettre complètement Jorge Volio. Sa robuste constitution avait traversé des périodes trop intenses de lutttes. Il s'était toujours donné sans compter, et il venait de dépasser les limites permises. Le chef de Costa Rica en profite pour le faire interner comme un homme définitivement perdu et que le pays ne veut plus revoir. De plus il demande à la Chambre législative (le 20 octobre 1926) de retirer à Jorge Volio son titre de vice-président et ses droits de député. On ne pouvait être plus malpropre. On imagine sans difficulté l'effet que les nouvelles de Liberia, de sa dépression, de son exil forcé puis de son internement en Belgique, eurent sur le public de San José et dans toute la république. Son frère Arturo trouva tout de même la mesure comble et il prit la défense de son frère : « C'est la peur du général Volio qui vous fait agir ! ».

8 — Le retour du Général Volio

Jorge Volio a traversé dans sa vie des sommets de joie et des abîmes d'amertume. Durant l'absence de son chef, le parti réformiste perd son élan mais il s'organise et se consolide. Aux élections partielles de 1926, il fait élire deux autres députés. Mais les événements de Libéria ont quelque peu assombri les chances d'avenir du parti. Les remplaçants n'ont pas la même force ni la même poigne que le Général. Ils ont même décidé, pour les élections de 1928, d'unir les forces du Parti Réformiste au Parti de l'Union nationale lequel s'engage à poursuivre le programme du Parti Réformiste en échange de la présidence pour son chef.

Après six mois de captivité à l'asile, Jorge Volio obtint de parler à son bon ami et compagnon d'études à Louvain, le chanoine Simons, ancien directeur du Séminaire Léon XIII. Le chanoine demande au ministère de la Justice belge d'intervenir devant cet abus flagrant fait à la liberté et à la personne humaine. Les médecins belges reconnaissent le parfait état psychologique de Jorge Volio et le ministère ordonne sa mise en liberté

immédiate. La Belgique n'aime pas être complice des menées invraisemblables d'un Don Ricardo Jimenez Oreamuno, ni servir ses intérêts. Jorge Volio recouvre sa liberté le 16 avril 1927. Il a près de quarante-cinq ans. Quel supplice plus profond que celui qu'il vient de connaître. Jorge Volio n'en veut à personne. Il profite de son séjour en Europe pour voyager un peu et étudier les problèmes économiques et sociaux contemporains.

Pendant ce temps, le 12 février 1928 eurent lieu les élections présidentielles pour la période 1928-1932. Le Parti Réformiste uni au Parti de l'Union Nationale obtient 42,348 votes et le Parti Républicain, 29,188. Le parti de Don Ricardo Jimenez qui a obtenu à peu près le même nombre de votes qu'en 1923, est battu par la coalition de ses adversaires.

Le 15 février, les Réformistes se réunissent pour préparer la réception qui s'impose à son chef Jorge Volio dont on annonce le retour de Belgique. Jorge Volio, sur son bateau, se demande comment le recevra son pays : aura-t-il perdu tout crédit ? quelle sera son action dans l'avenir ? serait-il préférable de se retirer ? Lorsque le bateau accoste au Port Limon, il y a là des milliers de personnes, des troupes de musiciens, des arcs de triomphe, des discours, des carrosses et c'est comme porté par tout le peuple qu'il entre à San José. Le nouveau président élu le reçoit à bras ouverts. Toute la population de San José lui fait une ovation. Excepté, bien entendu, ceux qui ont machiné son exil forcé. Jorge Volio accepte les discours et les louanges de réparation. Mais il revient changé ; il a perdu ses illusions, il est plus triste, il n'a plus les mêmes ambitions, il est déçu par la politique et par sa famille, il rêve de se retirer à l'écart, de revenir à la bonne terre, celle qui offre contemplation, travail et récompense à ceux qui la chérissent.

En attendant, les partisans réformistes l'accaparent et veulent, par sa présence, donner un regain de vie au parti. Le 1er mai 1928, les députés réformistes signent

un document, qui deviendra public, dans lequel ils affirment leur volonté tenace de consigner dans les lois du pays tous les points du programme réformiste.

Pourtant le Parti Réformiste est atteint de mort. Le parti communiste est déjà implanté à Costa Rica et sa politique athée et extrémiste gagne une partie de ceux qui avaient fait campagne avec les réformistes. La dernière campagne présidentielle à laquelle participera le Parti Réformiste fut celle de 1932 où il appuie le Parti de l'Union républicaine. La situation du *campesino* costaricain s'était détériorée à cause de l'inactivité des deux précédents gouvernements. Il y a un certain malaise dans la population qu'atteint la propagande communiste. Le Parti républicain national, dirigé par Don Ricardo Jimenez Oreamuno, gagne les élections. Pourtant Jorge Volio est élu député réformiste. Il est attaqué par les communistes qui cherchent à lui enlever sa clientèle chez les ouvriers et la main-d'oeuvre des *haciendas*. L'indifférence des uns, la condamnation et même l'excommunication des autres, les attaques personnelles, le manque d'argent obligèrent les chefs du parti réformiste à prendre une décision : le Parti Réformiste avait écrit une page d'histoire mais le 14 janvier 1934 il publia un manifeste annonçant qu'il se retirait provisoirement de la politique active et favoriserait une oeuvre d'éducation populaire.

Jorge Volio fut un précurseur. Toutes ses idées revinrent hanter les élections suivantes. Tous les partis durent lui emprunter des idées. Avec Volio elles étaient trop neuves, elles menaçaient trop d'intérêts établis, elles secouaient trop de consciences et de torpeur. Néanmoins son Parti Réformiste avait apporté à Costa Rica un nouveau style, un nouvel esprit politique et une nouvelle conception du bien commun. En Amérique latine, Jorge Volio fut un des premiers penseurs et un des premiers *leaders* à entreprendre, *par le fond*, la réforme sociale.

En 1940, il a 57 ans : on inaugure l'Université de Costa Rica, celle qu'il avait demandée dès 1923. On l'inv-

te à faire partie du professorat. On le nomme doyen de la faculté de philosophie et littérature et il y enseignera la philosophie et l'histoire de Costa Rica, charge qu'il abandonnera vers 1948. A cette époque le vieux guerrier se réveille en lui et il s'oppose par les armes à quelque entreprise illégale du Parti de libération nationale. En 1953 il sera nommé député du Parti Républicain national. C'est en 1955, à 73 ans, un 20 octobre, qu'il rendra son âme au Seigneur, comme un catholique têtue, pleinement réconcilié avec l'Église, dont le travail incessant et les luttes continuelles ont fait avancer la pensée sociale de toute l'Amérique latine. Jorge Volio demeure non seulement une grande personnalité politique de plein droit et un géant dans l'histoire de Costa Rica mais il a droit de recevoir les hommages des hommes qui voient en lui un de ces rares prophètes et voyants. Au prix d'imprévisibles choix dans sa vie, il a su poser les vrais problèmes et chercher avec toute son âme les solutions pratiques qui s'imposaient pour son temps et son pays.

Son sort le plus terrible fut de n'avoir pas toujours rencontré des hommes à sa taille qui auraient pu le comprendre et le seconder. Sa vie, loin d'être une faillite, aura été une aurore pour son pays et une inspiration pour combien de jeunes par toute l'Amérique latine ! Ce sont les jeunes que l'on voit le plus fréquemment comme pèlerins à sa tombe dans le beau cimetière de San José, perle entourée de montagnes douces et sombres. Même mort, le Général Jorge Volio reste une source d'inspiration. Il a aimé l'intelligence et il a voulu de toutes ses forces d'homme qu'elle serve la justice, jusqu'au bout.



PLAYBOY ET L'HOMME CONTEMPORAIN

Comme Miss Amérique pour la femme, le Playboy semble bien être le symbole de l'homme américain de notre temps. Harvey Cox, théologien protestant, nous présente une étude de ce magazine.

« Il faut que l'homme ait et qu'il utilise tous les derniers biens de consommation, mais il ne peut pas se permettre d'y tenir trop car le style ne va pas tarder à changer et il faut qu'il soit toujours prêt à s'adapter. Angoissé à l'idée de préparer un « drink » de façon incorrecte, d'aimer un orchestre de jazz qui n'est plus dans le vent, de porter une cravate à la mode de l'année dernière, il se sent rassuré par l'accent péremptoire de Playboy, en comparaison duquel les encycliques papales sont indécises. « N'hésitez pas, lui dit-on, ce veston dernier cri est ce que tout homme de bon goût portera la saison prochaine ». Si le lecteur a quelque doute sur sa virilité il en sera débarrassé en sachant que « les hommes vraiment hommes réclament cet arôme âpre et masculin » (d'une marque de cigare). Une veste de chasse doublée de fourrure est décrite comme la chose la plus masculine depuis l'homme des cavernes.

« Être un mâle suppose nécessairement une relation quelconque avec les femelles ». Playboy aborde ce problème-là sans hésitation. Et il le résout de la même façon. Le sexe devient une de ces questions que le consommateur de loisirs traite, s'il est avisé, avec son adresse et son détachement habituel. La fille devient l'accessoire désirable — et d'ailleurs indispensable — du Playboy.

« Il faut à tout prix maintenir la sexualité dans les limites du divertissement. Ne jamais la laisser dégénérer en chose sérieuse... Quand le temps des jeux est passé, la fonction de la compagne de jeu cesse, par conséquent il faut qu'elle comprenne les règles du jeu. Comme le dit si bien le jeune homme d'une caricature de Playboy à la jeune fille à demi-vêtue qu'il embrasse passionnément : « Pourquoi parles-tu d'amour à un moment pareil ? ».

« Ce qui amène réellement des lecteurs à Playboy, c'est la peur d'être engagé, cette peur de l'engagement avec une femme qui paralyse beaucoup d'Américains, qui sur d'autres plans sont adultes. Cette crise d'identité du mâle a ses racines dans la peur du sexe, une peur curieusement combinée avec la fascination. Playboy s'efforce de pallier cette anomalie en réduisant les proportions de la sexualité, sa puissance et sa passion, à une denrée de consommation courante. Aussi, dans l'iconographie de Playboy, la femme nue symbolise une facilité totale d'accès à la sexualité. Mais n'exige rien de l'observateur ».

LE CARDINAL SUENENS ET L'ÉCOLE CATHOLIQUE

« Tout comme il y a un climat de certitude familiale ou de certitude sociale sans lequel une éducation ne peut réussir, il doit aussi exister un climat de certitude religieuse. L'enfant y a droit dès le berceau, comme il a le droit de trouver le soleil qui est là; le soleil n'a pas attendu, pour donner sa lumière et sa chaleur, que nous fassions appel à lui; le soleil est là, il éclaire, il réchauffe.

« De la même manière, Dieu est présent pour l'enfant, dès sa naissance, qu'il le sache ou non. Dès son arrivée dans la vie, il est son Père, et le Christ est son Rédempteur. C'est en leur nom qu'il a été baptisé aussitôt après la naissance... Au nom de la pédagogie, faite de certitude et de sécurité, au nom de la logique du baptême qui requiert une école chrétienne pour l'enfant chrétien, il faut livrer toutes ces richesses dès le départ, pour un bon départ !

« Les parents ont le droit et le devoir de retrouver en l'école l'atmosphère de leur foyer, l'accueil de foi chrétienne et de profondes traditions humaines, faites de grandeur et de beauté. Une chance unique est offerte aux parents de repenser leur foi en fonction de l'enfant.

« Que l'école soit vraiment chrétienne dans toute l'acceptation du terme, non pas en raison de l'inscription de la façade — école saint X ou saint Y — mais parce que réellement cette école vit chrétiennement, par tous ses pores, par tout ce qui respire en elle. Sans doute faut-il la théorie, les cours de religion, mais à condition qu'ils imprègnent toute la vie de l'école et que le christianisme y soit vécu dans toutes ses dimensions, dans toutes ses épaisseurs humaines.

« En un mot, c'est une atmosphère chrétienne qui doit caractériser une école chrétienne : le style chrétien des relations entre le maître et ses élèves, l'esprit de charité que l'on essaie d'inculquer aux enfants, le style chrétien de tout l'environnement, la respiration de chacun des cours, même les plus profanes. Dans ce sens-là, rien n'est profane, tout est sacré. Il n'y a pas deux mondes juxtaposés. Cette sorte de dualisme qui rangeait autrefois la religion dans un casier à part, nous l'avons résolument écarté pour offrir à l'enfant un christianisme vécu dans tout l'implicite de la vie. »

Allocutions du Cardinal Suenens aux enseignants, les 22 et 27 septembre 1969. — Extraits de l'AMOUR ET LA VIE, feuilles familiales, Bruxelles, Janvier 1970, p. 23.

En ce temps-là la Bible

par Julia Böhler

VIE CULTURELLE

En ce temps-là la Bible

par **Julia Richer**

La Bible en parution hebdomadaire. Merveilleuse idée d'André Frossard, Grand Prix de littérature catholique 1969, réalisée par le groupe *Femmes d'aujourd'hui* de Belgique, sous la direction de Georges Defosse. Ces fascicules dont on entend parler depuis déjà quelque temps en Europe sont maintenant accessibles au Canada. Imprimé sur papier glacé, sous la forme d'un magazine en couleurs, le texte de la Bible est présenté avec toutes les ressources de la technique moderne.

Le texte intégral de l'Ancien et du Nouveau Testament a été principalement établi par André Frossard à partir de la Vulgate, « chef-d'oeuvre de la langue latine, disait Paul Claudel, source inépuisable d'enseignement, d'enthousiasme, de consolation et d'illumination... le langage même de notre entretien avec Dieu ».

Les fascicules de la Bible se présentent sous deux aspects : d'abord le texte sacré — 24 pages au centre du magazine — avec de très belles illustrations qui le resitue visuellement dans la vie actuelle; puis, au début et à la fin, **huit pages** d'explications, de présentation, de témoignages, **ceux-ci** recueillis auprès des plus hautes personnalités des églises chrétienne, juive, protestante et orthodoxe. Une chronique de questions et réponses à propos de la Bible accroche, à chacun des numéros, l'intérêt du lecteur. Et il va sans dire que les fascicules « En ce temps-là la Bible » sont naturellement soumis à l'Imprimatur.

L'initiative d'André Frossard a déjà créé en Europe un profond remous. L'intérêt soulevé autour de l'événement démontre que l'homme moderne qu'on pouvait croire hostile à ce genre de publication paraît avide de redécouvrir la Bible. Doit-on attribuer cette nouvelle faveur dont jouit la Bible à la présentation typographique du texte ? Aux illustrations très bien choisies de chefs-d'oeuvre de l'art sacré ? Aux explications nombreuses qui éclairent le texte ? Sans doute. Ce qui importe toutefois c'est que le texte biblique redevient populaire et atteint ainsi le coeur des hommes de notre époque.

Car par la Bible *Dieu parle*. « Le livre parle et tout mon être l'écoute, dit Pierre Emmanuel dans un fort beau texte publié dans « En ce temps-là la Bible », celui-ci est espace mystérieusement en éveil où les mots du Livre deviennent souffle, sa langue Parole — commensurable, incommensurable, avec l'intelligence que j'en ai. Je ne lis le Livre que pour l'entendre, le toucher, le saisir de tous mes sens : et plus encore être saisi par lui. ... « Le coeur de Dieu bat tout au long de cette histoire souvent affreuse et toujours sainte : pas un instant il ne s'arrête, elle ne tient ensemble que par lui. Le Coeur : la plus haute conscience qu'ait l'homme de son néant, de sa réalité ».

Reprendre la Bible, la réapprendre ou, pour certains, la découvrir, c'est ouvrir sur l'ineffable un puits de lumière. Bien sûr la Bible renferme quelques longueurs, bien sûr la Bible nous est parfois obscure. Aujourd'hui pourtant la science en révèle l'authenticité et le chercheur même y puise une documentation historique, géographique et autre dont la source se perd dans la nuit des temps. Mais la Bible nous révèle bien autre chose que la réalité trop souvent nécessaire aux esprits sceptiques de ce temps; elle transmet la parole de Dieu, compatissante et miséricordieuse. Et ces accents, l'homme traqué du 20^e siècle, sans l'avouer, espère les entendre.

« Dieu n'est pas une idée, une abstraction, mais un être vivant, écrit André Frossard. Dans cette optique,

le langage des images, si dédaigneusement traité par certains, vaut aussi bien pour les intellectuels de notre temps que pour les ignorants présumés des temps anciens, pour peu qu'ils admettent avec tous les grands spirituels que le vocabulaire pour ainsi dire le plus concret, le plus matériel, en un mot le plus « humain » est, dans son insuffisance, plus près d'exprimer la prodigieuse densité du réel divin que les abstractions des philosophes ».

C'est l'originalité de « En ce temps-là la Bible ». Dans l'amoncellement d'imprimés qui attirent l'oeil à l'étalage ce magazine nouveau se présente revêtu, comme eux, de couleurs vives mais il offre un texte à nul autre pareil. « Je ne saurais personnellement dire trop grand bien, soit du projet, soit de la façon dont on en a conçu la réalisation, déclare S.E. le Cardinal Garonne, préfet de la Congrégation de l'enseignement catholique. Nous avons maintenant de quoi rendre à la Parole de Dieu un cadre capable d'y introduire et de lui permettre d'irradier dans une conscience. » S.E. le Cardinal Liénard, à son tour, écrit : « Votre initiative m'intéresse vivement car je crois que le monde a tout à gagner à lire ce Livre... Pour nous, croyants, c'est la Parole de Dieu... Mais j'espère que tous vos lecteurs le comprendront de mieux en mieux à mesure qu'ils liront le texte lui-même dans la bonne traduction française que vous leur offrez, et qu'ils verront à quel point il laisse le champ libre aux découvertes de la science et de l'histoire, qu'il ne prétend nullement contredire. Vous en faites état très heureusement et j'apprécie beaucoup cette méthode. ».

« En ce temps-là la Bible » sera distribué au Canada par trois voies différentes. Vente en librairie, distribution exclusive : les *Éditions Fides*; vente au kiosque : *L.M.P.I.* et abonnements : *Périodica*.



L'Édition québécoise en quelques lignes

par Julia Richer

André Laurendeau
dramaturge

Dans la collection « L'Arbre », les Éditions *HMH* viennent de publier le *Théâtre* d'André Laurendeau. C'est une initiative qui enchantera les amis de ce journaliste, trop tôt disparu, remarquablement doué et dont l'influence joue encore autour de nous. André Laurendeau était un artiste dans toute la signification du terme. Délicat, sensible, supérieurement intelligent, il avait le don de l'éloquence parlée et écrite. Son style, tout en nuances, impressionniste, se rapproche souvent d'une musicalité qui avait totalement imprégné sa jeunesse, son père Arthur Laurendeau étant musicien de carrière.

Meilleur romancier sans doute que dramaturge — *Une vie d'enfer* le prouve bien — André Laurendeau avait tout de même des qualités inhérentes au théâtre. On se souvient de l'échec de « Deux femmes terribles » en 1961 ? A la lecture on se demande les raisons de cette faillite. Pourquoi ce texte ne passa-t-il pas la rampe ? Trop littéraire peut-être ? Trop statique ? Pourtant il s'y trouve des temps forts qui auraient dû retenir le spectateur. Ces deux femmes, en vérité, semblent deux aspects d'une même personne; d'un côté l'épouse fidèle, sereine, sacrifiée et agrippée à son bonheur; de l'autre la femme révoltée, agressive et tragique. Agnès et Hélène finissent par se fondre l'une dans l'autre,

après le suicide de Renault, alors que la première enfin conquérante reprend sa place légitime et que l'autre, la maîtresse, se fait évanescence dans son désir de recommencer une nouvelle aventure.

Réal Benoit nous dit, dans sa préface, que *Marie-Emma* sera reprise à la télévision. Je ne l'avais pas vue en 1958 mais j'imagine qu'avec les moyens sensationnels dont dispose maintenant les techniciens du petit écran cette pièce, tout entière tournée vers le rêve, saura nous conquérir. C'est le texte le plus impressionnant des trois pièces de Laurendeau « La vertu des chattes » y apparaissant de très loin le plus faible.

Marie-Emma évoque un nom connu — Emma Bovary — qu'on oublie toutefois parce que Laurendeau traite son sujet d'une façon très personnelle; Emma Bovary jouait sa vie sur le rêve, désenchantée par un mariage qui ne répondait en rien à ses aspirations sentimentales. Marie-Emma joue sa vie entière dans un rêve éveillé qui prend le visage, la voix, les gestes d'un homme qu'elle seule perçoit. Vie manquée d'une petite fille, trop tôt orpheline, vouée à la solitude. Laurendeau rend fort bien cet état d'hypnose qui conduit Marie-Emma aux bords du suicide. Même le tableau final qui évoque Marie-Emma souriant à son mari ne parvient pas à nous détacher de l'image d'un fantôme dangereusement séduisant. Celui-ci demeure présent. Comment cette femme, si mal accrochée au quotidien, parviendra-t-elle à échapper à son emprise ?

Histoire de Saint-Laurent

Après son *Histoire de la Province de Québec* terminée récemment par le 41^e volume qui parut aux Éditions Fides en décembre 1969, Robert Rumilly se remet à la tâche en écrivant des monographies : « Cent ans d'éducation, le collège Notre-Dame 1869-1969 », Éditions Fides et « Histoire de Saint-Laurent », Éditions Beauchemin, dont nous parlerons aujourd'hui. Une histoire de Montréal

devrait sortir incessamment des presses aux Éditions Fides.

De son écriture alerte Robert Rumilly retrace l'histoire d'une localité sise à proximité de la rivière des Prairies, concession de terrains de « cinq arpents de front sur quinze de profondeur », faite en 1687 aux trois fils de Jean Descaries, défricheur du début de la colonie, ami de Maisonneuve et de Jeanne Mance. C'est une terre, pour la bien situer, qui s'étendait de la rue Namur actuelle à la Côte-des-Neiges, jusqu'à la Côte Notre-Dame-de-Vertu, de chaque côté du boulevard Décarie ». On juge l'isolement des premiers habitants de Saint-Laurent, qui devaient envisager — à cause de la rivière des Prairies, chemin naturel des guerriers iroquois, — la menace constante de cruels ennemis.

Il faut attendre 1700 pour que s'ajoutent aux noms des trois frères Descaries dix-neuf autres familles. Autour d'eux et de leurs successeurs, des prêtres, curés des paroisses naissantes; l'un d'entre eux, Jean-Baptiste Gaultier dit Saint-Germain, parvient à convaincre les autorités ecclésiastiques de l'urgent besoin de religieux et de religieuses enseignantes dans sa paroisse. En 1847 le rêve devient une réalité et les Pères et Frères de la Congrégation de Sainte-Croix arrivent au Canada, assistés très peu de temps après par une équipe de Soeurs de la même congrégation. Le collège et le couvent qui naîtront plus tard deviennent le centre de Saint-Laurent.

La petite ville ne cesse de grandir. Montréal, la métropole, y jette des yeux gourmands. Déjà en 1907 on parle d'annexion ! Mais Saint-Laurent résiste. Elle devient peu à peu une ville industrielle dynamique, celle que nous connaissons aujourd'hui. Conséquence d'une évolution collective le collège des Pères de Sainte-Croix, transformé en CEGEP, passe à l'État provincial et le Collège Basile-Moreau devient École normale. Malgré tout cependant, conclut M. Rumilly, Saint-Laurent garde toujours cet esprit « des vieilles familles » qui donne le ton à une agglomération de ce genre.

Un index des noms cités, une liste des maires de la ville, des maires de la paroisse, des curés, des présidents de la municipalité scolaire terminent le volume.

Maria de l'Hospice

Madeleine Grandbois est la soeur de notre grand poète. Elle lui ressemble par plus d'un aspect. Excellent écrivain, sa prose poétique captive par des nuances, une profondeur, des accents émouvants. Les contes de « Maria de l'Hospice » publiés aux *Presses Libres* évoquent tous un passé où ressuscitent des paysans, nos paysans, tels qu'ils sont encore dans certaines campagnes québécoises. Leurs récits sont étonnants. « C'est en les écoutant jadis, nous dit le narrateur, qu'il m'arriva de réfléchir pour la première fois sur ces redoutables forces aveugles que l'homme porte en son coeur et qui orientent parfois son destin d'une aussi étrange façon ».

Maria de l'Hospice, pauvre fille qui se laissa pendre pour sauver son vaurien de mari; le Père couleuvre, faiseur d'histoires, détruit par ses propres mensonges; le lac au ver d'où surgissaient les fantômes; le sacrifice de l'abbé Léger qu'on ne croyait pas digne de Saint-Pancrace; la misère du pauvre Philémon Détreilles; la bague du chercheur d'or : voilà les histoires que raconte Madeleine Grandbois avec un sens inné du *suspense*, de la vérité psychologique, et une aisance d'écrivain racé.

Les parlementaires et l'administration au Québec

Les phénomènes socio-politiques québécois ont fait, depuis quelque temps, le sujet de plusieurs études. Deux ont été publiées aux Presses de l'Université Laval : *Quatre élections provinciales au Québec, 1956-1966*, dont nous avons parlé ici en janvier dernier, et *Les parlementaires et l'administration au Québec*, livre qui retient maintenant notre attention.

Ces documents contribuent à expliquer un système qui, pour certains, demeure difficilement assimilable. L'analyse des rapports des parlementaires et de l'administration au Québec a eu, comme point de départ, un séminaire qui s'est tenu durant l'année 1965-1966 au département des Sciences politiques de Laval. Une cinquantaine de députés se prêtèrent volontiers au questionnaire élaboré par une quinzaine d'étudiants. Le milieu où se recrutent les parlementaires, leur rôle au sein de l'Assemblée Nationale, leurs contacts avec les fonctionnaires : autant de sujets qui éclairent le lecteur sur un milieu très particulier. La montée de la technocratie, l'un des faits les plus caractéristiques de l'évolution actuelle de notre système parlementaire, est aussi étudiée dans l'optique de ces rapports entre parlementaires et fonctionnaires : ceux-ci en place et protégés par une stabilité d'emploi; ceux-là élus par le peuple, et dont le court passage, parfois, à l'Assemblée nationale ne permet aucune action en profondeur.

Le questionnaire soumis à nos parlementaires pour éclairer le débat nous est donné en annexe et ajoute à l'intérêt de l'ouvrage.



LE COMBAT

D'Albert Camus

Textes établis, annotés et présentés
par Norman Stokle*

Plus de 115 articles et éditoriaux d'Albert Camus publiés dans « COMBAT » entre 1944 et 1947, avec une introduction de Norman Stokle, professeur à l'université de Washington, de nombreuses notes, une bibliographie de Camus et une liste chronologique complète de ses écrits dans « COMBAT ».

Inédits pour la plupart, les écrits journalistiques présentés dans cet ouvrage constituent une partie intégrante de l'œuvre de Camus, en même temps qu'un compte rendu d'une des périodes les plus bouleversées de l'histoire de l'humanité.

Dans l'histoire des lettres, il est peu d'écrivains de l'envergure de Camus qui, comme lui, aient offert à la postérité l'exemple quotidien d'une éthique en action. A mesure que nous le voyons affronter une multiplicité de problèmes complexes, nous pouvons comprendre d'autant plus facilement comment ces mêmes problèmes, à leur tour, influençaient son développement moral et lui fournissaient la matière de son œuvre créatrice. Ces éditoriaux et ces articles constituent un morceau de « Camusiana » d'une émouvante fascination. Mais ils témoignent aussi du passage torturé de la France, se libérant des serres nazies pour se jeter dans l'univers sinistre de l'âge nucléaire.

Comme le dit Norman Stokle dans son introduction, ces écrits « peuvent être considérés comme le diagnostic de la maladie de l'homme moderne en même temps qu'une liste des remèdes dont il a besoin; un simple manuel de recommandations pour le règlement et l'amélioration des relations de l'homme avec ses semblables. Mais ils sont aussi le témoignage angoissé de la mission d'un Sisyphé qui voulait imposer un sens à la vie humaine dans un univers qui en semblait dépourvu. Dans cette mission, il trouva sa raison de vivre ».

Henri Métivier

* Les Presses de l'Université Laval, Québec. 376 pages.

Montherlant moraliste d'après ses romans

par Marcelle Létourneau

La littérature du XXe siècle présente une pléiade de moralistes qui veulent offrir à leurs lecteurs un art de vivre. Camus, Gide, St-Exupéry, Malraux et Montherlant ont manifesté particulièrement cette préoccupation. Chacun d'eux, à sa façon, a voulu donner un sens à la vie et indiquer la meilleure attitude à prendre devant elle. Montherlant, par exemple, a insisté beaucoup sur la notion d'alternance, qui consiste à adopter, avec lucidité, des attitudes contradictoires. C'est ainsi qu'il voudra jouer le jeu de la vie le plus noblement possible, même s'il sait que cette dernière est un non-sens.

Une telle morale s'exprime généralement dans une oeuvre du genre didactique : Montherlant aurait donc pu choisir d'écrire des maximes, des pensées, des essais ou des propos. Il a opté pour les essais. C'est ainsi qu'on a vu paraître : *Aux Fontaines du désir*, *La Petite Infante de Castille*, *Un Voyageur solitaire est un diable*, *La Relève du matin*, *Les Olympiques*, *Mors et Vita*, *Service Inutile* et les *Carnets*. Pourtant, Montherlant ne se limite pas à ce genre littéraire, il deviendra aussi romancier, et ses romans seront d'un nombre presque égal à celui de ses essais. Le moraliste s'effacera-t-il complètement pour faire place au romancier ? On peut en douter : quand un homme s'est penché longuement sur les problèmes que pose l'existence, il lui est difficile d'oublier les réponses ou les éléments de réponse qu'il

a trouvés. Il est plus vraisemblable de croire que les romans de Montherlant subiront l'influence du moraliste.

Ce dernier voudra donc profiter des services du romancier pour illustrer l'art de vivre qu'il avait suggéré à ses lecteurs dans les essais. Pour cette raison, le roman prendra une forme particulière : le genre du roman, sa composition et son style laisseront deviner la présence du moraliste. L'auteur tiendra compte aussi de la morale qu'il veut exposer, quand il choisira l'époque et le milieu dans lesquels évolueront ses personnages. Ces derniers, enfin, dans l'évolution de leur conscience, découvriront par leur expérience, les grandes idées du moraliste. En étudiant deux romans de Montherlant, *Les Célibataires* et *Le Chaos de la nuit*, il sera possible d'établir, dans une certaine mesure, quelle est l'influence du moraliste sur le romancier.

* * *

Cette influence s'exercera d'abord sur le choix du genre de roman. En tant que moraliste, Montherlant éliminera immédiatement le roman d'intrigue, d'aventure, et le roman tourné vers la peinture du monde extérieur : dans ces oeuvres, l'homme joue un rôle secondaire, et c'est l'homme qui intéresse le moraliste. Pourrait-il écrire un roman historique ou policier ? L'histoire, on le sait, peut dégager une morale. Mais, ou bien cette morale est collective, et la morale de Montherlant est individuelle, ou bien elle exige un héros qui est très engagé dans une cause à laquelle il croit fortement, et la morale de Montherlant refuse un tel engagement. Quant au roman policier, ce n'est qu'accidentellement qu'il suggère une morale autre que celle du criminel qui finit toujours par être puni. Le roman de mystère, pour sa part, est trop éloigné de la réalité pour permettre à un lecteur d'y trouver un art de vivre. Reste le roman psychologique qui, lui, est susceptible d'intéresser le moraliste qu'est Montherlant. Ce genre de roman veut, en effet, évoquer toute l'âme d'un personnage dans son

évolution. Les deux romans que nous étudions auront donc pour objet de nous montrer l'évolution de la conscience de Léon de Coantré, dans *les Célibataires*, et le *Célestino* Marcilla, dans *Le Chaos de la nuit*.

Plusieurs possibilités s'offrent encore au romancier, quand il arrive à l'étape de la composition du roman. Il peut se fonder sur l'unité de l'expérience humaine et paraître se laisser conduire par les exigences de la vie de ses héros qui se forment peu à peu. Stendhal a procédé de cette façon, dans *Le Rouge et le Noir*. Mais si Montherlant agissait ainsi, il risquerait de s'éloigner de l'art de vivre que veut illustrer le moraliste. Il préférera donc ordonner son oeuvre à partir d'une crise qui provoquera des attitudes particulières chez le personnage, attitudes qui correspondront à celle que préconise le moraliste. La crise que vivra Célestino sera celle de la vieillesse; elle l'obligera à porter des jugements de valeur sur sa vie : a-t-il une raison de s'engager avec autant de conviction dans la question sociale et politique ? L'Espagne, telle qu'elle était devenue, méritait-elle qu'il lui ait consacré toute sa vie ? Comment aurait-il dû vivre ? Cette crise l'obligera aussi à choisir les attitudes à prendre devant la mort qui approche : peut-on accepter la mort aussi courageusement dans sa vieillesse que dans sa jeunesse ? Quelle est la nature des relations qu'on doit avoir avec ceux qui nous entourent quand la mort s'annonce ? Telles sont les principales questions que la crise vécue par Célestino fera surgir. Le moraliste n'est-il pas celui qui tente d'apporter une réponse à toutes ces interrogations ? Léon de Coantré, lui, vivra une crise causée par la mort de sa mère et la ruine qu'apportera la succession. Peut-on vivre et mourir noblement dans le dénuement et l'isolement absolu ? Quelles attitudes doit-on prendre pour y parvenir ? « Moraliste, à toi de répondre », dit le romancier.

Le style que choisira Montherlant sera celui qui lui permettra de s'exprimer le plus souvent et le plus directement possible en tant que moraliste. Il ne s'effa-

cera pas derrière ses personnages comme le fait Flaubert, par exemple, dans *L'Éducation sentimentale* et *Madame Bovary*. Il se réservera, au contraire, une place importante dans le roman, en tant que narrateur. Et ce narrateur ne se contentera pas de rapporter des faits, il y ajoutera un jugement personnel. Vient-il de raconter comment Léon de Coantré a refusé de se marier à des jeunes filles de familles riches ou renommées ? Aussitôt il portera un jugement de valeur sur l'époque dans laquelle vit son personnage : « ambition et cupidité sont les deux jambes de l'homme du siècle; celui qui ne les a pas est un cul-de-jatte dans la foule ». Léon a donc eu tort de refuser ces mariages ? Ce n'est pas ce que pense Montherlant, et il le fait savoir de façon non équivoque : « Nous cependant, qui écrivons ceci, nous tirons notre chapeau à ce cul-de-jatte »¹. On ne peut être plus clair : la morale de Montherlant exige qu'on ne suive pas, sans réflexions préalables, les idées et les façons de vivre de son époque. Ces interventions permettent aussi à l'auteur de souligner le fait qu'il ne peint pas un individu particulier, mais un individu typique, qui possède les traits de son espèce. Ainsi, par cette phrase : « c'est un état que nous ne souhaitons à personne que celui d'être le richard de la famille »², Montherlant fait de M. Octave le type même du richard de la famille. Or, nous n'ignorons pas que le moraliste se refuse à peindre des individus particuliers... N'est-ce pas le moraliste, encore, qui suggère au romancier les maximes ou les proverbes dont sont parsemés ses romans ? « Les rats fuient le radeau qui sombre... », écrira-t-il dans *Les Célibataires*³. « Ce qui est tragique chez les anxieux, c'est qu'ils ont toujours raison de l'être »⁴, affirmera-t-il, à deux reprises, dans le même roman. Le quatrième chapitre de *Le Chaos et la nuit* commencera ainsi : « L'amour rend les gens niais; la

1 — Montherlant, Henry. « Les Célibataires ». Paris, Gallimard, 1954, p. 35. (« Le livre de poche »).

2 — Op. cit. : p. 95.

3 — Op. cit. : p. 60.

4 — Op. cit. : pp. 73-112.

haine les rend bêtes, l'amertume les rend fous »⁵. De telles phrases trouveraient facilement place dans un essai. Pourtant, quand il est sur le point de livrer l'essentiel de sa morale, Montherlant n'intervient plus directement. C'est ainsi qu'il fera intervenir les haut-parleurs de la mort pendant l'agonie de Célestino : « Rien n'a d'existence, diront-ils, puisque tout va cesser d'exister quand vous allez cesser d'exister... tout ce que vous faites n'est raisonnable que si vous le tenez pour un jeu; autrement vous êtes dupes... Il n'y a pas de « tâche d'homme »; il ne s'agit que de passer le temps »⁶. Les haut-parleurs de la mort sont nés, bien sûr, de l'imagination propre au romancier, mais, quelle belle occasion n'offrent-ils pas au moraliste de s'exprimer.

Cette possibilité d'expression, Montherlant voudra encore la donner au moraliste quand il choisira le cadre dans lequel évolueront ses personnages. Ce n'est pas sans raison que Léon, Élie et Octave vivent à l'époque de la décadence de la noblesse française. Ils seront ainsi amenés à faire un choix; agir comme si rien n'avait changé ou s'adapter à la nouvelle mentalité que l'époque veut leur imposer. Nous l'avons déjà vu, Léon n'est pas de son époque, puisqu'il n'a pas manifesté d'ambition ou de cupidité au moment où il aurait pu se marier. Et le moraliste l'approuve. C'est encore ce dernier qui s'élève contre le goût de la nouveauté : « c'est là signe de barbarie »; dans toute société, ce sont toujours les éléments d'intelligence inférieure qui sont affamés « d'être à la page ». Incapables de discerner par le goût, la culture et l'esprit critique, ils jugent le problème automatiquement d'après ce principe, que la vérité est la nouveauté. »⁷ Octave est l'un de ces personnages qui se nourrissent de nouveauté. Et il faut lire le portrait que Montherlant fait de lui, pour comprendre que ce genre de personnage ne représente pas son idéal...

5 — Montherlant, Henry. « Le Chaos de la nuit ». Paris, Gallimard, 1963, p. 102.

6 — Op. cit. : pp. 270-71.

7 — Montherlant, Henry. « Les Célibataires ». Paris, Gallimard, 1954. p. 118. («Collection livre de poche»).

Montherlant, en tant que moraliste, refuse d'entrer dans le monde contemporain. Élie et Léon réaliseront cet idéal. Célestino en fera autant dans *Le Chaos de la nuit*; quand il aura remis ses dernières volontés à sa fille, il expliquera : « Ce que je veux, tu m'as bien compris ? C'est échapper à la société en mourant comme je lui ai échappé à peu près toute ma vie ».⁸ Cette société contemporaine, dans laquelle refusent d'entrer Montherlant et ses héros, est influencée surtout par la nation américaine. C'est pourquoi le moraliste qu'est Montherlant ne manquera pas de porter des jugements très sévères sur les États-Unis. Dès la première page du roman *Le Chaos et la nuit*, Célestino déclare : « J'aime encore mieux le Pape que l'Amérique. »⁹ Et l'on sait que ce personnage rêvait de détruire tout ce qui restait au monde de catholicisme... A son heure dernière, une musique américaine viendra le déranger : « une chansonnette nord-américaine, sur un rythme hystérique, un trémoussement hideux de singes et de singesses ivres »¹⁰ Et Célestino de se passer la réflexion suivante : « Le catholicisme n'a pas fait en deux mille ans autant de mal que les États-Unis en moins de deux cents ».¹¹ Il était donc important que les personnages de Montherlant vivent à l'époque moderne, pour permettre à ce dernier de juger moralement cette époque. Mais il était important aussi que les héros refusent cette époque; c'est pourquoi Léon continue à vivre comme un noble quand la noblesse disparaît; c'est pourquoi Célestino demeure anarchiste et persiste à vouloir sauver l'Espagne alors que la majorité des Espagnols sont satisfaits de leur sort.

De même qu'ils résistent à la société de leur temps, les héros de Montherlant résisteront à leur milieu. Et l'auteur, de ce fait, pourra porter un jugement moral sur la valeur de ces milieux. La première partie du roman

8 — Montherlant, Henry. « *Le Chaos de la nuit* ». Paris, Gallimard, 1963. p. 121.

9 — Op. cit. : p. 15.

10 — Op. cit. : p. 264.

11 — Op. cit. : p. 266.

Les Célibataires est de composition symphonique, c'est-à-dire que l'auteur peint non seulement un héros, mais toute une famille. Ce sera le cas tant que Léon et Élie n'auront pas quitté leur maison d'Arago. Les liens qui unissent les membres de cette famille sont à la fois très forts et très fragiles : Léon et Élie ne sont liés l'un à l'autre que par l'habitude qu'ils ont de vivre ensemble depuis des années. Tous les deux, ils méprisent Octave, qui le leur rend bien. Quels sont donc les raisons pour lesquelles ces personnes restent unies ? L'argent et la renommée. Élie et Léon ne verraient probablement jamais Octave s'ils ne devaient compter sur lui pour subsister, et ce dernier ne les aiderait pas s'il n'avait peur qu'on reproche à un homme de sa renommée et de sa richesse de laisser périr les membres de sa famille. Le milieu familial dans lequel vivent ses personnages permettra donc à Montherlant de manifester son mépris pour l'argent et le « qu'en dira-t-on » : Léon ne parviendra à vivre pleinement selon la morale de Montherlant que lorsqu'il aura accepté de rompre avec les membres de sa famille et de renoncer à l'argent. C'est à cette condition aussi que Célestino parviendra à la lucidité à laquelle tient tant Montherlant. Il ne verra clair qu'au moment où il aura rompu avec sa fille, sa soeur et son beau-frère. Il avait aimé la première pendant son enfance, mais alors elle n'habitait pas avec lui. Pendant qu'ils vécurent ensemble, sa présence lui devint de plus en plus pénible; il la supportait parce qu'elle le libérait de plusieurs travaux d'ordre pratique et parce qu'elle pourrait l'assister à sa mort. Même s'il n'était pas obligé de vivre avec son beau-frère, il n'avait jamais pu le supporter parce qu'il ne partageait pas les mêmes idées politiques que lui. Il avait passé vingt ans de sa vie sans le voir, quand il apprit, par télégramme, qu'il devait partager avec Vicente la succession d'Élie qui venait de mourir. « Il n'y avait pas plus d'un an que Célestino s'était mis en tête d'aimer l'argent », nous apprend Montherlant; et il ajoute : « c'était la peur de

manquer dans ses derniers jours, signe classique de sénescence ».¹²

Par contre, si les héros de Montherlant doivent rompre avec leur milieu familial, ils doivent se montrer dignes de leur classe sociale. Les Célibataires, nous l'avons vu, font partie de la noblesse française. Et la noblesse occupe une place importante dans la morale de Montherlant. Bien sûr, il ne prétend pas que le titre est synonyme de noblesse, il reprochera à Chandelier de faire cette confusion : « car, ce qu'il visait toujours, c'était la particule, selon l'usage du peuple, qui ignore que, autant il y a de gens à particule, et qui ne sont pas nobles, autant (ou presque) il y a des gens qui ne l'ont pas, et qui le sont ».¹³ Aux yeux du moraliste qu'est Montherlant, le noble doit posséder les qualités traditionnelles du chevalier et du gentilhomme. Il doit donc être généreux; de tous les personnages qui vivent dans ces deux romans, seul Octave et Vicente font preuve d'une certaine mesquinerie. Le premier essaye d'aider son frère et son neveu en sauvant le plus d'argent possible et en se donnant le moins de trouble possible. Vicente, lui, essaie de tromper Célestino afin d'obtenir une part plus grande de la succession qu'ils doivent se partager. Léon, par contre, alors qu'il fait cadeau des meubles qu'il aurait pu vendre à sa mère. Cette générosité implique le dédain des intérêts matériels : l'argent doit être méprisé, de même que le travail qui permet d'en gagner et les tâches domestiques ou d'ordre pratique. M. Octave, par modernisme, raconte qu'il cire lui-même ses chaussures. Élie accepte facilement de laisser Léon emballer ses objets personnels, quand vient le temps de déménager. « Il faut dire que le vieillard n'attendait que cela, explique le narrateur, à la fois par paresse, parce que personne n'était comme lui emporté de ses mains, et parce qu'il était content de voir son neveu faire à son profit une besogne d'inférieur ».¹⁴ Cé-

12 — Op. cit. : p. 135.

13 — Montherlant, Henry. « Les Célibataires ». Gallimard, 1954, p. 206 (« Le livre de poche »).

14 — Célibataires, p. 182.

lestino affiche le même mépris du travail : « Célestino Morcilla, écrit Montherlant, voulait — voulait énergiquement — ne s'occuper de rien. De rien, du moins hormis les choses sublimes ».¹⁵ Mais un homme peut avoir toutes les qualités précitées sans être noble. Il lui faut encore, et surtout, de la fierté, de la dignité, de la grandeur d'âme. C'est cette fierté qui pousse Léon à chasser, avec colère, la revendeuse qui lui offre quarante francs pour un lot de bricoles qu'il s'était décidé à vendre. Célestino aussi possède cette qualité. L'auteur l'affirme clairement dans sa conclusion de la description des matadors et de leurs assistants : « Il y a en eux quelque chose qui dégrade la dignité humaine, cette dignité humaine pour laquelle don Célestino s'est battu ».¹⁶ Nous constatons facilement à quel point, en se montrant dignes de la classe sociale à laquelle ils appartiennent, les personnages de Montherlant aident le moraliste à illustrer son art de vivre.

• • •

S'ils pratiquent cet art de vivre, les principaux personnages de Montherlant deviendront-ils des héros ou des modèles à imiter ? Dans un premier mouvement, on serait porté à croire le contraire : Léon et Célestino nous sont présentés, dans la plus grande partie des romans que nous étudions, comme des vaincus, des faibles, des ratés. Quand on lit ces lignes, au sujet de Célestino : « Vaincu de tous temps parce qu'il était Espagnol, vaincu parce que d'un parti, vaincu dans la guerre, vaincu parce qu'un anarchiste est toujours un vaincu, vaincu parce que réfugié, vaincu parce qu'en vingt ans il n'avait pas pu apprendre le français. Vaincu parce qu'il allait cesser d'exister ».¹⁷ On est loin d'être encouragé à suivre les traces de ce personnage. Léon est-il un personnage plus intéressant à imiter ? Comment suivre l'exemple d'une personne qui, se voyant ruinée, ne tente à peu près rien pour refaire sa situation et

15 — Chaos de la nuit, p. 57.

16 — Chaos de la nuit, p. 233.

remet son sort entre les mains d'Octave qu'il flatte autant qu'il le méprise ? Comment admirer un homme qui se sait trompé par son notaire et qui le laisse faire ? Si au moins ces deux personnages étaient courageux ! Mais ils sont sans cesse minés par la peur et l'angoisse : à deux reprises, nous l'avons vu, Léon est présenté comme un anxieux : « ce qu'il y a de tragique chez les anxieux, c'est qu'ils ont raison de l'être ».¹⁸ Célestino, lui, est « coincé entre l'horreur de mourir, et l'horreur de vivre ».¹⁹

Malgré toutes ces faiblesses, Léon et Célestino demeurent des héros de l'énergie et de la volonté. Leur héroïsme ne leur vient pas de ce qu'ils ont entrepris, il ne leur vient pas de leur audace, ni de leurs exploits extraordinaires. Il leur vient de ce qu'ils ont su demeurer tels qu'ils étaient, sans renoncer ni se démentir. Léon, bien sûr, quand il s'est vu ruiné, a connu une période de désarroi et de faiblesse. Mais même pendant ce temps, il avait des sursauts de noblesse; il savait encore montrer de la répulsion devant la vulgarité, quand il voit agir les « éphèbes suspects » qui « mangèrent des sandwiches en les tenant à deux mains, et en arrachant comme de jeunes chiens »²⁰; « Si l'un d'eux était monté dans un tramway qu'attendait le noble comte, affirme l'auteur, le noble comte eût attendu le tramway suivant. »²¹ Ces « geysers » comme dit Montherlant en parlant des accès de fierté de Léon, vont apparaître régulièrement jusqu'à ce que ce dernier aille s'installer à Fréville. L'isolement dans lequel il se trouvera à cet endroit l'aidera à prendre conscience de ce qu'il est. Il n'acceptera pas, par exemple, qu'un médecin de campagne le fasse attendre trop longtemps; et, quand il aura quitté le bureau en claquant la porte, il dira : « Maintenant j'ai compris. »²² Qu'y a-t-il de changé ? L'idée qu'il se fait de lui-même : « il se rebiffe au lieu d'accepter — explique l'auteur, et tout son paysage

18 — Célibataires, p. 73 - 112.

19 — Chaos, p. 118.

20 — Célibataires, p. 155.

21 — Célibataires, p. 156

22 — Célibataires, p. 230.

intérieur passe de l'ombre au soleil. »²³ Un homme qui décide, par fierté, de rompre avec le médecin, qui pouvait lui sauver la vie, et avec son oncle, qui pouvait l'aider financièrement, n'agit-il pas héroïquement ? Et quand il invente un tel héros, le romancier ne risque-t-il pas d'être fortement influencé par le moraliste qui veille en lui ?

Pourtant, l'influence de ce dernier sur le romancier se fait sentir de façon plus évidente encore dans *Le Chaos de la nuit*. Célestino, comme Léon, résistera énergiquement à son destin par fierté. Cette dernière, comme chez le comte de Coantré, se manifestera surtout à l'approche de la mort. Lorsqu'il assiste à la course de taureau, Célestino s'identifie, ou du moins se compare, au taureau, et ce n'est pas sans raison que Montherlant décrit ainsi la mort de l'animal : « Et, alors qu'il avait l'échine basse quand il était debout, une fois couché pour mourir il releva la tête et la tint haute avec fierté. »²⁴ Son agonie se déroulera, comme celle de Léon, dans l'isolement le plus complet : dès le début du roman il a renoncé à revoir ses amis, Ruiz et Pineda. Peu de jours avant sa mort, il a rompu avec sa fille et son beau-frère. Chacune de ces ruptures a eu lieu quand Célestino constatait que ces personnes ne partageaient pas ses convictions politiques. L'Espagne dont il rêvait était le pays du courage, de l'honneur et de la noblesse. Et à ses yeux, tous ceux qui ne luttaient pas, comme lui, pour réaliser ce rêve, étaient lâches et sans noblesse. Il lui était donc impossible de continuer de vivre avec eux. Mais, si cet isolement, lui permet de mourir dans les mêmes conditions que Léon, il est donc, lui aussi, un héros de l'énergie et de la volonté. Dans cet isolement, il atteindra de façon encore plus complète à l'essentiel de la morale de Montherlant : pour lui, en ce moment, la mort devenait la seule chose importante : il ne lui importe plus d'être anarchiste et de vouloir sauver l'Espagne. « Et voici, écrit l'auteur, qu'avec ces quelques minutes de tardive indifférence il aurait eu quand même, sa petite goutte de

23 — Célíbataires, p. 230.

24 — Chaos, p. 258.

paradis, si la vérité est le paradis. »²⁵ Quelle est cette vérité ? « Rien n'a d'existence, puisque tout va cesser d'exister quand vous allez cesser d'exister... tout ce que vous faites n'est raisonnable que si vous le tenez pour un jeu... Il n'y a pas de « tâches d'homme » ;... Feignez si cela vous plaît, faites « celui qui »... Mais au fond de vous-même désertez. »²⁶ Enfin, Célestino découvre l'importance de l'alternance : « Au rebours de ce qu'il avait toujours pensé, il n'y avait pas de « oui » et de « non » ; tout était « oui » et « non » à la fois. Et c'étaient ce « oui » et ce « non » identifiés qui étaient la terre promise qu'il avait toujours méconnue. »²⁷ N'a-t-on pas l'impression que le romancier a cédé ces quelques pages qui décrivent l'agonie de Célestino pour lui permettre de résumer son art de vivre ?

* * *

Parce qu'il est moraliste en même temps que romancier, Montherlant a donc décidé d'écrire des romans psychologiques, basés sur une crise qui provoquera l'affirmation d'attitudes conformes à sa morale. Pour la même raison, il s'est réservé dans ses ouvrages le rôle de narrateur, et s'est souvent permis de commenter la conduite de ses personnages. Il a, de plus, situé ses personnages à une époque et dans un milieu qui influenceront les personnages de façon à les faire réagir comme le souhaite le moraliste. C'est ainsi qu'il a réussi à créer les héros de l'énergie et de la volonté qui, dans l'évolution de leur conscience, découvriront l'art de vivre qui correspond exactement à celui que le moraliste voulait faire découvrir à ses lecteurs dans ses essais.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que Montherlant, parce qu'il est influencé par la préoccupation d'illustrer ses idées morales, est un piètre romancier. Le roman d'aujourd'hui est un genre très souple qui se fait volontiers le véhicule d'idées philosophiques, sociales, politiques ou

25 — Chaos, p. 270.

26 — Chaos, p. 271.

27 — Chaos, p. 272.

morales. S'il a l'imagination et les qualités de style nécessaires pour créer des personnages presque réels dont le destin s'accomplit dans la durée, et c'est le cas pour Montherlant, l'écrivain peut être considéré comme un bon romancier.

D'ailleurs, avant d'être un romancier ou un moraliste, il est un écrivain, c'est-à-dire quelqu'un qui possède non seulement l'art de dire, mais surtout l'art de bien dire; Pierre-Henri Simon a eu raison de déclarer à son sujet : « ... on doit le considérer comme l'écrivain de sa génération le mieux doué pour le style et aussi comme un des témoins considérables de son époque ... je salue en lui le représentant d'une grande et haute tradition de nos lettres : celle qui vise l'homme non en sa misère et ses chutes, mais dans sa grandeur et son aptitude à se surpasser »²⁸



28 — Simon, Pierre-Henri. « Témoins de l'homme ». Paris, Payot, 1967, p. 116.

Histoire de la littérature française du Québec - Pierre de Grandpré

par Julia Richer

Ce qui donne à *Histoire de la littérature française du Québec* de Pierre de Grandpré (Beauchemin, quatre volumes) sa puissance de frappe ce sont les magnifiques synthèses des introductions successives : études historiques, sociologiques et psychologiques qui restituent l'homme québécois — au plan littéraire — dans son évolution progressive.

Pour comprendre le cheminement ardu d'une littérature qui accède à peine à son existence propre il faut l'étudier des débuts, en faire patiemment la genèse. « Une littérature ne peut naître qu'après quelques centaines d'années d'existence d'un peuple », nous dit Claude Galarneau. Pour nous les circonstances ont été telles que pendant plus de deux siècles nous avons été des isolés, des étrangers en notre propre pays.

Comment traduire en mots la dépossession du Québécois qui, pour ne pas couler à pic dans l'environnement anglo-saxon qui le dominait après la conquête, se replia sur lui-même, chercha un soutien intellectuel auprès des grands écrivains français du moment, ne parvenant à trouver sa voie qu'après des générations de tâtonnements et de faillite.

Il a fallu deux siècles pour forger notre conscience collective. Pour atteindre, selon Georges-André Vachon, « à un affinement de la culture, au-delà duquel la production d'oeuvres valables devient possible; et non seulement possible, mais nécessaire. À partir de ce moment, une

communauté nationale produit spontanément les oeuvres dont elle a besoin; et elle les consomme, cela va sans dire ».

Nous en sommes là aujourd'hui. Identifié, personnalisé, le Québécois, depuis 1945 surtout, s'est exprimé en des oeuvres — peu nombreuses au début — qui se multiplient, forment « le mécanisme profond de la création autochtone ».

C'est le temps des réalisations et l'*Histoire de la littérature française au Québec* nous le prouve. Une phalange d'écrivains prestigieux en offre le témoignage. Les textes cités déclenchent chez le lecteur le désir d'apprendre nos auteurs, inconnus hier, révélés dans cet ouvrage par des fragments d'une valeur littéraire incontestable. De magnifiques illustrations placent les auteurs devant nos yeux, leur donnent un visage. Les bibliographies extensives, les index de noms d'auteurs, d'ouvrages cités, les notices biographiques, permettent une consultation rapide, font de cette synthèse un instrument de culture et d'enseignement.

Le maître d'oeuvre de l'*Histoire de la littérature française au Québec* est Pierre de Grandpré, l'un de nos critiques les plus avertis qui a su réunir autour de lui toute une équipe de collaborateurs, spécialistes en histoire, en sociologie, en ethnologie, en critique. « Ce n'est peut-être pas tout à fait l'histoire intellectuelle et littéraire du Québec que j'avais rêvée, nous disait-il lors de la parution du premier volume. Peut-être ne sommes-nous pas parvenus à transmettre en un tout harmonieux les différents aspects de l'histoire d'une civilisation française au Québec, sur tous les plans ? Mais comment arriver à cela aujourd'hui avec la prolifération croissante des champs du savoir ? Je pense toutefois que l'ouvrage rendra service aux étudiants et au lecteur cultivé. Chaque collaborateur a parlé en maître des éléments qui lui étaient familiers. J'ai tenté, à mon tour, en écrivant une introduction à chacun des volumes, de nouer les liens nécessaires à la compréhension générale de l'ouvrage ».

Nos annonceurs participent à la vie de la revue...
Nos lecteurs sont tous intéressés à leur succès...
Ils les consultent d'abord...

RÉPERTOIRE DES RUBRIQUES

Assurances générales

Librairie

Assurance-vie

Papeterie

Caisse Populaire

Photographie

Editions

Placements

Imprimerie

Quincaillerie

NOS ANNONCEURS



LE COMMERCE



COMMERCIAL

IV

RÉPERTOIRE DES NOMS

Alliance Mutuelle-vie	Langlois, Thomas
	La Solidarité
Cadieux, Gilles	Lauzier, papetier
Caisse Populaire d'Hochelaga	L'Economie Mutuelle
Camus, Raymond	
Chevrier, Normand	Marchand, Sarto
Canadienne Mercantile	Michon, R.
Canadienne Nationale	Montréal Oxygène
Distilleries Melchers Ltée	Pilon, librairie
Dorais, Jean-Louis	Pomponnette
Dubé, Oscar & Cie Inc.	Robert, P.-E.
	Robillard, Michel
Entraide Immobilière Laurentienne	Roy, Edouard
Etco Photo Color Ltée	Séguin, Paul-Emile
Fides	Splendide (brassière)
Générale de Commerce	Thérien Frères
Groulx, Yvon	Union du Canada
Groupe Commerce	
	Viau, Lucien
Houde, G.-E.	Victory (Convoyeurs)

Les résultats 1969 du **GROUPE COMMERCE** confirment votre confiance!

\$33,000,000

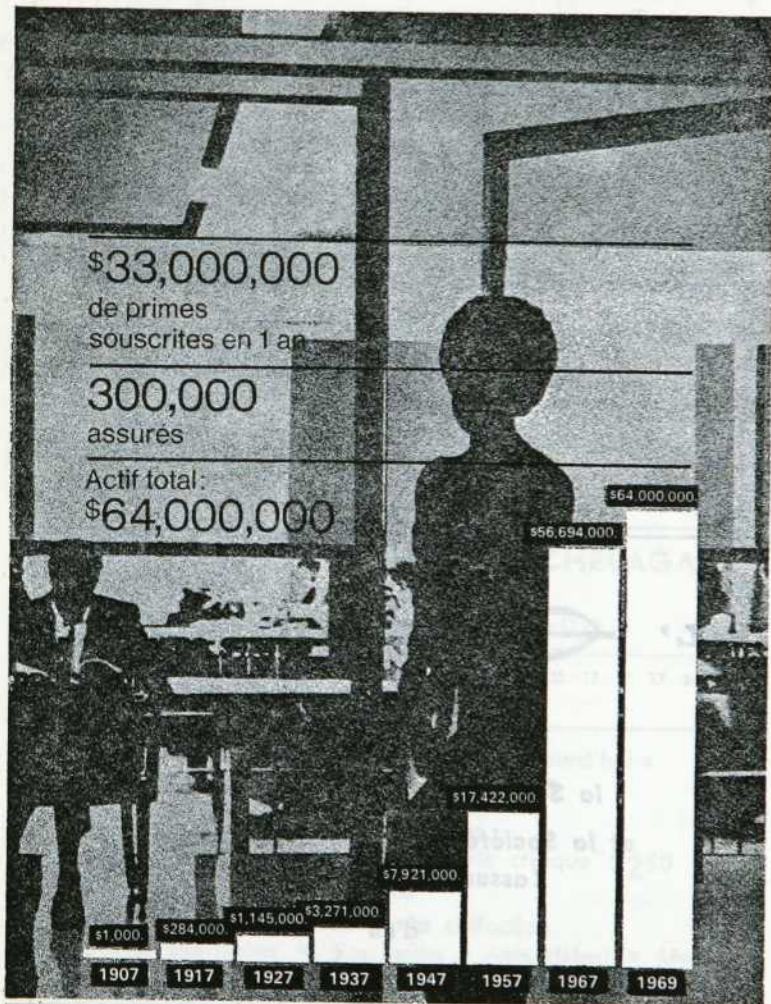
de primes
souscrites en 1 an

300,000

assurés

Actif total:

\$64,000,000



LE GROUPE Commerce

COMPAGNIES D'ASSURANCE CANADIENNES Siège Social St-Hyacinthe, Qué.
GENERALE DE COMMERCE - CANADIENNE MERCANTILE - CANADIENNE NATIONALE

ASSURANCES-VIE



UNION DU CANADA

Assurance-vie

Siège social : 325, rue Dalhousie, Ottawa 2, Canada

L'  CONOMIE
MUTUELLE D'ASSURANCE
(compagnie d'assurance-vie)

fait partie avec
la Société Nationale de Fiducie
et la Société Nationale d'Assurances
(assurances générales)

d'un
GROUPE DE POINTE
au service du Québec

385 est, rue Sherbrooke, Montréal 129 • 844-2050

LAISSEREZ-VOUS



D'UN HOMME RESPONSABLE?

ÊTRE HOMME C'EST PRÉCISÉMENT ÊTRE RESPONSABLE

(Saint-Exupéry)

La Solidarité
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

*qui sème chez soi,
récolte pour soi*

LA CAISSE POPULAIRE D'HOCHELAGA

PAUL LACAILE, gérant

3570, rue Adam, Montréal 402 — 527-4193

EDITIONS

Vient de paraître

Collection « Ecrivains canadiens d'aujourd'hui »

RINGUET

par Jean Panneton

esquisse biographique • étude critique **\$250**

choix de textes • photos

Autres titres de la collection

Germaine Guèvremont • Rina Lasnier • Anne Hébert • Léo-
Paul Desrosiers • Emile Nelligan • Félix-Antoine Savard •
Robert Elie.

EN VENTE DANS TOUTES LES LIBRAIRIES

FIDES

245 est, boulevard Dorchester,
Montréal 129

*861-9621

Métro : Champ-de-Mars

IMPRIMERIE



388-5781 8125, rue Saint-Laurent
Montréal 351, Qué.

LIBRAIRIES

F. PILON INC.
Fournitures de bureau

PAPETERIE

THOMAS LANGLOIS
Président
Papeterie Lauzier Limitée
9550, boul. Ray-Lawson
Ville d'Anjou, Montréal 438
352-9940

PHOTOGRAPHIE

Roméo W. Côté, président
ETCO PHOTO COLOR LTÉE
Service complet de développement et
impression des films NOIR & BLANC
ET COULEUR.

Pour qualité et satisfaction garanties,
insistez toujours pour notre service
auprès de votre marchand.

2345, rue Lapierre, LaSalle, Qué.
Tél. : 366-2870

PLACEMENTS

Pour l'achat d'obligations consultez

Oscar Dubé & Cie Inc.

925, Chemin St-Louis
Québec, 527-2518

Albert Boulet
527-8222

RAYMOND CAMUS Inc.

Courtier en valeurs mobilières
500, place d'Armes, ch. 1140
Montréal — Tél. : 842-2715
OBLIGATIONS, Actions & Fonds mutuels

DANS UN SEUL PLAN

Emprunt - Placement - Protection - Rente - Plan d'épargne unique

L'ENTRAIDE IMMOBILIÈRE LAURENTIENNE

2189 EST, SHERBROOKE

Montréal 133

527-3624

QUINCAILLERIE

EDOUARD ROY & FILS LTÉE

Quincaillerie en gros
exclusivement4115 est, rue Ontario, Montréal 403
Tél. : 524-7541**LES AMIS DE LA REVUE**

LA BRASSIÈRE SPLENDIDE INC.

3580, rue Masson
727-8210 — 727-8236

NORMAND CHEVRIER, Opticien

537 Cherrier, Montréal
Tél. Bureau 845-2673
Rés. : 334-5832CONVOYEURS ET MACHINES
VICTORY INC.

250, rue Rose de Lima 933-1138

JEAN-LOUIS DORAIS, avocat
57 ouest, rue Saint-Jacques
845-1336GROULX & CADIEUX
NOTAIRES4416, boul. Pie IX, Montréal
Tél. : 254-9435

MONTRÉAL OXYGÈNE INC.

4890, 5e ave, Rosemont 527-3656
Geo.-E. Houde, président

PHARMACIE MICHON

1361 est, rue Mont-Royal
521-3659

POMPONNETTE INC.

J. Brassard, prés.
256 est, rue Ste-Catherine

P.-É. ROBERT, c.l.u.

Assureur-vie agréé
9825, rue Saint-Laurent
Montréal - Tél. : 384-9450

MICHEL ROBILLARD, Notaire

934 est, rue Ste-Catherine
849-9663

PAUL-ÉMILE SÉGUIN, Notaire

6276, rue St-Hubert 271-8739

LUCIEN VIAU & ASSOCIÉS
comptables agréés210 ouest, boul. Crémazie
388-9251**HOMMAGE D'UN AMI**

HOMMAGES DES SOCIÉTÉS SAINT-JEAN-BAPTISTE DU QUÉBEC

La SSJB de la Région
des Trois-Rivières
3239, rue Papineau
Case postale 1059 - Tél. : 375-4881
Dr Henri Trudel, M.V., président
G. Meyers, directeur général

La SSJB diocésaine de Rimouski
Case postale 20
Rimouski, Qué.
Dr Jean-Paul Crépeau,
président général
René Daigneault, directeur-général

la SSJB du diocèse de Valleyfield
Case postale 297
111, rue Ellice, Valleyfield
Gérald Péladeau, président
Benjamin Carry, directeur général

La SSJB de Montréal
385 est, rue Sherbrooke
Montréal 129
842-6621

SSJB DE SAINT-JÉRÔME

236, avenue du Palais, St-Jérôme

13,200 membres

RODRICK JODOIN, président

GUY MERCIER, directeur général

OUVRAGES RÉCENTS

Depuis 1966, les Éditions de l'Action nationale
ont publié les ouvrages suivants :

André Bergevin, Cameron Nish et Anne Bourassa — Henri Bourassa (Biographie, Index des écrits, Index de la correspondance publique 1895-1924), broché, 150 pages, 1966	\$5.00
Rosaire Morin — L'immigration au Canada, broché, 152 pages, 1966	\$2.00
Rosaire Morin — Réalités et perspectives économiques, 2e éd., broché, 200 pages, 1967	\$2.50
Dominique Beaudin — Le métro de Montréal en photos et en prose, broché, 100 pages dont 50 en rotogravure, couverture en deux couleurs, 1966	\$1.00
L'Action nationale — numéro spécial sur le chanoine Groulx, 1968, 280 pages	\$5.00
Gustave Lamarche — Textes et Discussions, 330 pages, 1969	\$5.00
François-Albert Angers — Pour orienter nos libertés (Chez Fides), 280 pages, 1969	\$5.00
Les États Généraux du Canada français :	
Exposés de base et documents de travail 1967	\$3.00
Les Assises nationales 1967	\$3.50
Les Assises nationales 1969	\$5.00

L'ACTION NATIONALE

REVUE MENSUELLE (sauf en juillet et août)

DIRECTION

PATRICK ALLEN — JEAN GENEST

Rédaction et administration : C.P. 189, Station N, Montréal ou
235 est, boul. Dorchester, ch. 504. Tél. de 2 à 6 : 866-8034

Abonnement : \$7.00 par année. Au coût réel : \$10.00

Les articles de la revue sont répertoriés dans le CANADIAN PERIODICAL INDEX, publication de l'Ass. Can. des Bibliothèques, l'INDEX ANALYTIQUE de la bibliothèque de l'Université Laval et du service des bibliothèques de la Fédération des Collèges Classiques, et dans la revue CULTURE.

LA LIGUE D'ACTION NATIONALE

PRÉSIDENT : M. François-Albert Angers

1ère VICE-PRÉSIDENTE : Mme Julia Richer

2e VICE-PRÉSIDENT : M. Yvon Groulx

SECRÉTAIRE : M. Michel Brochu

TRÉSORIER : M. Rodolphe Laplante

DIRECTEURS : MM. René Chaloult, Richard Arès, S.J., Dominique Beaudin, Albert Rioux, Jean-Marc Léger, Gaétan Legault, Luc Mercier, Jean Genest, Patrick Allen, Jean Mercier, Claude Trottier, Michel Brochu, Yvon Groulx, Thomas Bertrand, Rosaire Morin, Jean Marcel, Mme Paul Normand.

Où trouver L'Action Nationale ?

À MONTRÉAL : Fides, 245 est, boul. Dorchester

Librairie Déom, 1247, rue St-Denis

Librairie Hachette, 554 est, rue Ste-Catherine

Librairie Tranquille, 67 ouest, rue Ste-Catherine

À QUÉBEC : Librairie de l'Action Sociale Catholique,
Place Jean-Talon



Lt. Col. Sarto Marchand,

E.D.

président de

LA FONDATION
MELCHERS LTÉE

LES DISTILLERIES
MELCHERS LTÉE

président ex-officio du
CONSEIL D'EXPANSION
ÉCONOMIQUE INC.

"Nous sommes convaincus qu'au Québec le succès en affaires n'est pas conditionnel aux compromis et à l'anonymat : c'est vrai aujourd'hui, et demain, ce sera encore plus évident."

Hommage de

LES DISTILLERIES MELCHERS LIMITÉE

Les seules distilleries canadiennes-françaises au pays.

Au service du Québec depuis 1898